

**Art. 5.** L'article 10, 1° du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 1° mise à mort de tous les ruminants de la cohorte pour destruction ou incinération; le Ministre peut décider de ne pas faire mettre à mort tous les autres ruminants du troupeau en fonction de la situation épidémiologique et de la traçabilité des animaux de ce troupeau. »

**Art. 6.** L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12. En fonction de la situation épidémiologique et de la traçabilité des animaux du troupeau de naissance du ruminant atteint, le Ministre peut décider de ne pas faire mettre à mort tous les ruminants provenant de ce troupeau et séjournant dans un autre troupeau. »

**Art. 7.** 1° A l'article 13, § 1<sup>er</sup> du même arrêté, les mots « nés dans les six mois qui précèdent l'apparition des signes cliniques » sont supprimés;

2° A l'article 13, § 2, du même arrêté, les mots « et prélevés dans les six mois qui précèdent l'apparition des signes cliniques » sont supprimés.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 9.** Notre Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Protection de la consommation,  
de la Santé publique et de l'Environnement,  
Mme M. AELVOET

**Art. 5.** Artikel 10, 1° van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 1° de afmaking van alle herkauwers van de cohorte voor destructie of verbranding; de Minister kan beslissen niet alle andere herkauwers van het veebeslag af te laten maken afhankelijk van de epizoötiologische situatie en de traceerbaarheid van de dieren van dat veebeslag. »

**Art. 6.** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 12. Afhankelijk van de epizoötiologische situatie en de traceerbaarheid van de dieren van het veebeslag waar de aangetaste herkauwer geboren is, kan de Minister beslissen niet alle herkauwers afkomstig uit het veebeslag, die zich in een ander veebeslag bevinden, af te laten maken. »

**Art. 7.** 1° In artikel 13, § 1 van hetzelfde besluit, worden de woorden « geboren binnen de zes maanden vóór het verschijnen van de klinische symptomen » geschrapt;

2° In artikel 13, § 2, van hetzelfde besluit, worden de woorden « en gepreleveerd binnen de zes maanden voor het verschijnen van de klinische symptomen » geschrapt.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 9.** Onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juli 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Consumentenzaken,  
Volksgezondheid en Leefmilieu,  
Mevr. M. AELVOET

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 2001 — 2264

[C - 2001/00818]

**20 JUILLET 2001. — Arrêté royal relatif au fonctionnement et au personnel de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale**

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de proposer à Votre signature a pour objectifs, d'une part, de fixer les principes d'organisation et de fonctionnement de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale et, d'autre part, d'arrêter les règles particulières relatives au statut des membres de son personnel, de manière à garantir l'indépendance de l'inspection générale à l'égard des services de police.

Ce projet d'arrêté royal exécute les articles 143 à 149bis, composant le titre V, de la loi du 7 décembre 1998, organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Le Conseil d'Etat estime que l'organisation de l'inspection générale des services de police, en ce compris le statut de son personnel, fait partie des matières que l'article 184 de la Constitution réserve à la loi. Cette opinion ne peut pas être partagée. Le texte même des dispositions de la loi du 7 décembre 1998 précitée, relatives à l'inspection générale ainsi que les développements qui leur ont été consacrés établissent sans la moindre équivoque l'indépendance de l'inspection générale par rapport aux services de police. L'article 184 modifié de la Constitution ne peut donc pas concerner l'inspection générale.

Ceci ne veut toutefois pas dire que, comme le relève le Conseil d'Etat, certains dispositifs du projet d'arrêté ne devraient pas, pour des motifs qui leur sont propres, reposer sur une assise législative. Les matières concernées désignées par le Conseil d'Etat et qui ont dès lors été omises du projet sont les suivantes :

1° l'enquête destinée à établir le comportement irréprochable des candidats à l'inspection générale;

#### MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2001 — 2264

[C - 2001/00818]

**20 JULI 2001. — Koninklijk besluit betreffende de werking en het personeel van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie**

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben ter handtekening voor te leggen aan Uwe Majesteit beoogt, enerzijds, de vaststelling van de organisatie- en werkingsprincipes van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie en, anderzijds, het bepalen van de bijzondere regels met betrekking tot het statuut van haar personeelsleden met het oog op het waarborgen van de onafhankelijkheid van de algemene inspectie ten opzichte van de politiediensten.

Dit ontwerp van koninklijk besluit voert de artikelen 143 tot 149bis, met inbegrip van titel V, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, uit.

De Raad van State is van oordeel dat de organisatie van de algemene inspectie van de politiediensten, met inbegrip van het statuut van haar personeel, deel uitmaakt van de aangelegenheden die krachtens artikel 184 van de Grondwet, bij wet moeten geregeld worden. Deze redenering kan niet bijgetreden worden. De tekst zelf van de bepalingen van voormelde wet van 7 december 1998, met betrekking tot de algemene inspectie evenals de toelichting terzake bepalen de ondebeldzinnige onafhankelijkheid van de algemene inspectie ten opzichte van de politiediensten. Het nieuwe artikel 184 van de Grondwet kan dus geenszins betrekking hebben op de algemene inspectie.

Dit betekent nochtans niet dat, zoals opgemerkt door de Raad van State, bepaalde regelingen van het ontwerp, om eigen redenen, geen wetgevende grondslag moeten genieten. De betrokken aangelegenheden, aangewezen door de Raad van State en die bijgevolg niet worden opgenomen in het ontwerp zijn de volgende :

1° het onderzoek bestemd om het onberispelijk gedrag van de kandidaten voor de algemene inspectie vast te stellen;

2° la faculté pour l'inspection générale, de recruter, à titre exceptionnel ou temporaire du personnel sous le régime d'un contrat de travail;

3° l'insertion des allocations de base budgétaires relatives à l'inspection générale dans une division organique distincte au sein du budget de la police fédérale.

Le Gouvernement prendra les initiatives nécessaires pour donner à ces matières le fondement légal requis par le Conseil d'Etat. Pour le surplus, le Conseil d'Etat a été suivi dans la quasi-totalité de ses observations et considérations. Les dispositions qui, de l'avis du Conseil d'Etat, doivent être soumises à l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique, ont été omises. Le commentaire des principales dispositions, titre par titre, suit ci-après.

Le titre premier du présent arrêté comporte les définitions destinées à en faciliter la lecture.

Relativement à l'exécution des missions confiées à l'inspection générale, le titre II définit le champ d'application ratione materiae sur lequel s'exerce soit l'autorité exclusive, soit l'autorité conjointe ou encore associée des Ministres de l'Intérieur et de la Justice.

Le titre III délimite le cadre organique de l'inspection, lequel prévoit, outre le service de l'inspection, la mise en place de postes d'inspection déconcentrés au niveau du ressort des Cours d'appel. Ces postes s'inscrivent dans le cadre de l'objectif fondamental d'optimalisation du service rendu au citoyen. Le service des enquêtes individuelles et le service des statuts complètent ce cadre organique.

Le titre IV énumère les missions confiées, d'une part, à l'inspecteur général et, d'autre part, aux trois services précités. Le service de l'inspection est chargé des missions d'inspection, de contrôle et d'audit. Au service des enquêtes individuelles sont confiés, entre autres, la médiation, la gestion des plaintes et des dénonciations ainsi que l'exécution des devoirs judiciaires. Le service des statuts est, quant à lui, compétent en matière de sélection et d'évaluation.

L'article 13 du projet appelle un commentaire spécifique en ce qu'il prévoit une procédure particulière en matière d'appui de la police fédérale à l'inspection générale. En effet, le service d'appui initialement prévu au cadre organique de l'inspection et destiné à contribuer de façon substantielle à l'indépendance de celle-ci, n'a pas résisté au contrôle administratif et budgétaire. Rejoignant les considérations du Conseil d'Etat à ce sujet, l'autorité a opté pour une intervention directe du ministre de l'Intérieur, lequel pourra, le cas échéant, traduire les demandes d'appui en provenance de l'inspection dans la forme de directives contraignantes adressées aux directions générales concernées de la police fédérale.

Le titre IV traite du fonctionnement de l'inspection générale. Une première remarque concerne sa compétence d'entendre et de convoquer à cet effet les membres des services de police.

L'article 15 du projet détermine les prescriptions de forme et de délai de cette convocation qui, hors les cas d'urgence, doit permettre au membre du personnel convoqué, mais aussi au service dont il fait partie, de prendre les dispositions nécessaires, de manière à concilier à la fois l'intérêt personnel, celui du service et le libre exercice des prérogatives légales de l'inspection. Il est à remarquer que cette disposition ne restreint pas la liberté d'action de l'inspection, dans la mesure où cette dernière est également habilitée à intervenir directement sur place, au sein du service concerné. Par ailleurs la convocation précitée doit également être comprise dans le cadre des missions de contrôle et de gestion des plaintes et des dénonciations qui sont de nature administrative ou disciplinaire. Les affaires de nature pénale suivent, bien entendu, les règles procédurales traditionnelles.

Les articles 18 et 19 du projet qui prescrivent, entre autres, la fixation des modalités administratives d'échange des informations entre l'inspection et les services de police qu'elle est chargée d'inspecter, ne restreignent pas la liberté d'action que l'article 147 de la loi lui confère. Ces dispositions ne visent en effet que la rationalisation des procédures administratives et la prévention de tout double emploi en matière d'information réciproque.

2° de mogelijkheid voor de algemene inspectie om, te uitzonderlijken of tijdelijken titel, contractueel personeel aan te werven;

3° de invoeging van de budgettaire basisallocaties met betrekking tot de algemene inspectie in een afzonderlijke organisatieafdeling van de begroting van de federale politie.

De regering zal de nodige initiatieven nemen om de door de Raad van State vereiste wettelijke basis te voorzien voor deze aangelegenheden. Voor het overige werden de opmerkingen en beschouwingen van de Raad van State bijna volledig opgevolgd. De bepalingen die volgens de Raad van State moeten vorgelegd worden aan het advies van de Vaste commissie voor taaltoezicht worden weggelaten. De toelichting bij de belangrijkste beschikkingen volgt hierna, titel per titel.

Titel I van dit besluit betreft de definities die de lezing ervan moeten vergemakkelijken.

Met betrekking tot de uitvoering van de opdrachten toevertrouwd aan de algemene inspectie, bepaalt titel II het toepassingsgebied ratione materiae waarover de Ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie afzonderlijk, gezamenlijk of in onderling overleg, het gezag uitoefenen.

Titel III bepaalt de personeelsformatie van de inspectie die naast de inspectiedienst, ook de inplaatsstelling van gedeconcentreerde inspectieposten op het niveau van het rechtsgebied van de Hoven van beroep voorziet. Deze posten liggen in de lijn van het basisobjectief van de optimalisering van de dienstverlening aan de burger. De dienst individuele onderzoeken en de dienst statuten vervolledigen deze personeelsformatie.

Titel IV somt de opdrachten op die zijn toevertrouwd aan, enerzijds, de inspecteur-generaal en, anderzijds, aan de drie voormelde diensten. De dienst inspectie wordt belast met de opdrachten van inspectie, controle en audit. Onder meer de bemiddeling, het beheer van de klachten en aangiften en de uitvoering van gerechtelijke opdrachten worden toevertrouwd aan de dienst individuele onderzoeken. De dienst statuten is bevoegd in het raam van selectie en evaluatie.

Artikel 13 van het ontwerp vereist een specifieke toelichting vermits het voorziet in een bijzondere procedure in het raam van de steun van de federale politie aan de algemene inspectie. Na de administratieve en budgettaire controle is de oorspronkelijke in de personeelsformatie van de inspectie voorziene steundienst immers geschrapt. De overheid is tegemoet gekomen aan de beschouwingen van de Raad van State terzake en heeft dan gekozen voor een directe interventie van de minister van Binnenlandse Zaken die de verzoeken om steun, uitgaande van de inspectie, zonedig zal kunnen vertalen in dwingende richtlijnen aan de betrokken algemene directies van de federale politie.

Titel IV handelt over de werking van de algemene inspectie. Een eerste bemerking betreft het oproepen en verhoren van leden van de politiediensten.

Artikel 15 bepaalt de voorschriften betreffende de vorm en de termijn van deze oproeping die, behalve in geval van dringendheid, het oproepen personeelslid, maar ook de dienst waarvan het lid is, moeten toelaten de nodige beschikkingen te treffen, teneinde tegelijkertijd de persoonlijke belangen, die van de dienst en de vrije uitoefening van de wettelijke bevoegdheden van de inspectie, te verzoenen. Het is opmerkelijk dat deze bepaling de handelingsvrijheid van de inspectie niet beperkt, aangezien deze laatste eveneens gerechtigd is, rechtstreeks ter plaatse, tussen te komen in de betrokken dienst. De voormelde oproeping moet overigens eveneens worden begrepen in het raam van de controleopdrachten en het beheer van de klachten en de aangiften die van administratieve of tuchtrechtelijke aard zijn. De zaken van strafrechtelijke aard volgen uiteraard de klassieke procedureregels.

De artikelen 18 en 19 van het ontwerp die, onder andere, de vaststelling van de nadere administratieve regels voor de uitwisseling van informatie tussen de inspectie en de politiediensten die zij moet inspecteren, reguleren, beperken de handelingsvrijheid die artikel 147 van de wet haar verleent, niet. Die bepalingen beogen inderdaad slechts de rationalisering van de administratieve procedures en het voorkomen van elk dubbel gebruik inzake onderlinge informatie.

L'avis du Conseil d'Etat relatif à l'article 27 du projet, concernant le plan général d'action en matière d'inspections exécutées d'initiative, n'a pas été suivi en raison de la distinction qu'il convient d'opérer entre l'indépendance de l'inspection générale à l'égard des services de police, son droit d'initiative et sa dépendance fonctionnelle à l'égard des ministres sous l'autorité desquels elle est placée. Par ailleurs, le fait de proposer un plan général d'action n'exclut pas, par lui-même, un plan particulier ni même des inspections ponctuelles.

En matière de traitement des plaintes et des dénonciations, l'identité du plaignant ou du dénonciateur ne sera communiquée qu'après clôture de l'enquête, lors de l'accès au dossier complet et pour autant que le respect de son anonymat n'ait été décrété par l'inspecteur général pour des raisons de possibles représailles à l'égard du plaignant.

Dans les cas prévus à l'article 34 du projet, certaines plaintes pourront être classées sans suite, entre autres lorsque les faits font déjà l'objet d'un examen par une autre autorité compétente en la matière. Certains plaignants, particulièrement procéduriers, saisissent en effet plusieurs instances simultanément. Le suivi éventuel de ces classements pourra s'opérer par la consultation de la banque de données des plaintes et dénonciations dont l'un des objectifs est d'éviter les doubles emplois en la matière. Par ailleurs, toute crainte de voir l'enquête s'enliser ou ne pas aboutir est, de facto, contournable par l'exercice du droit général d'évocation visé à l'article 33 du projet.

L'article 38 du projet vise la procédure de médiation qui peut s'opérer tant entre les membres des services de police et le citoyen, qu'entre membres des services de police. La procédure de médiation, lorsqu'elle aboutit, exclut toute procédure administrative ou disciplinaire basée sur le différend qui en a fait l'objet.

Le titre VI est consacré au personnel de l'inspection et détermine les modalités de la sélection de même que les conditions d'admission générales et spécifiques par catégorie de personnel. Ce titre a été revu pour répondre aux considérations du Conseil d'Etat en matière de recrutement du personnel contractuel ainsi que pour rendre les procédures les plus objectives possible, tout en les conciliant avec les exigences des fonctions visées.

La nécessaire répartition proportionnelle des emplois entre les membres des trois anciens services de police généraux n'a pas été perdue de vue. Ensuite, les dispositions statutaires applicables aux membres de l'inspection générale sont, pour autant qu'elles fussent conciliables avec leur statut particulier ordonné par la loi, celles définies dans l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

Enfin, le titre VII comporte, outre les dispositions abrogatoires, les dispositions transitoires permettant de déroger, durant une période de six mois, à certaines conditions accessoires de sélection et d'admission au sein de l'inspection générale. En raison de l'accroissement considérable du champ d'application *ratione personae* et *ratione materiae* des compétences dévolues à l'inspection générale, il est en effet indispensable de donner à celle-ci, dans les meilleurs délais, les moyens en personnel qualifié et expérimenté lui permettant de répondre aux attentes légitimes de la population.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,

les très respectueux

et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Het advies van de Raad van State met betrekking tot artikel 27 van het ontwerp betreffende het algemeen actieplan inzake de op initiatief uitgevoerde inspecties, werd niet gevolgd omwille van het onderscheid dat moet gemaakt worden tussen de onafhankelijkheid van de algemene inspectie tegenover de politiediensten, haar initiatiefrecht en haar functionele afhankelijkheid ten opzichte van de ministers onder wiens gezag zij is geplaatst. Overigens sluit het voorstellen van een algemeen plan, op zich, noch een bijzonder plan noch punctuele inspecties uit.

Inzake de behandeling van klachten en aangiften, zal de identiteit van de klager of de aangever slechts meegedeeld worden na afloop van het onderzoek, bij de toegang tot het volledig dossier en voor zover het respect voor zijn anonimiteit niet was opgelegd door de inspecteur-generaal omwille van mogelijke represailles ten opzichte van de klager.

In de gevallen bedoeld in artikel 34 van het ontwerp zullen bepaalde klachten zonder gevolg kunnen worden geklasseerd, onder andere wanneer de feiten reeds het voorwerp uitmaken van een onderzoek door een andere terzake bevoegde overheid. Bijzonder proceduregerichte klagers, vatten inderdaad tegelijkertijd meerdere instanties. Het eventueel gevolg van die seponeringen zal kunnen uitgevoerd worden door de raadpleging van de gegevensbank van de klachten en aangiften waarvan één van de doelstellingen bestaat in het vermijden van dubbele gebruiken terzake. Overigens, elke vrees dat het onderzoek zou vastlopen, of niet tot een goed einde zou worden gebracht kan de facto vermeden worden door de uitoefening van het algemeen evocatierecht bedoeld in artikel 33 van het ontwerp.

Artikel 38 van het ontwerp beoogt de bemiddelingsprocedure die zowel tussen de leden van de politiediensten en de burger als tussen de leden van de politiediensten onderling kan toegepast worden. Wanneer de bemiddelingsprocedure slaagt, sluit zij elke administratieve of tuchtprocedure, gebaseerd op het geschil dat er het voorwerp van uitmaakt, uit.

Titel VI is gewijd aan het personeel van de inspectie en bepaalt de nadere regels van de selectie alsmede de algemene en specifieke toelatingsvoorwaarden per categorie van personeel. Deze titel werd herzien om te beantwoorden aan de beschouwingen van de Raad van State inzake de aanwerving van contractueel personeel evenals om de procedures een zo objectief mogelijk karakter te verlenen, rekening houdend met de vereisten van de beoogde ambten.

De noodzakelijke evenredige verdeling van de ambten tussen de leden van de drie voormalige algemene politiediensten wordt niet uit het oog verloren. Vervolgens en voor zover zij verenigbaar zijn met het bijzondere door de wet opgelegde statuut, zijn de op de leden van de algemene inspectie toepasselijke statutaire bepalingen, deze die bepaald zijn in het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

Tenslotte bevat titel VII, benevens de opheffingsbepalingen, de overgangsbepalingen die, gedurende zes maanden, de afwijking toelaten van bepaalde nevenvoorwaarden van selectie en toelating voor de algemene inspectie. Om reden van de belangrijke verruiming van het toepassingsgebied *ratione personae* en *ratione materiae* van de aan de algemene inspectie toevertrouwde bevoegdheden, is het inderdaad onontbeerlijk deze de capaciteit inzake ervaren en geschikt personeel, binnen de kortste termijnen, te verschaffen om aan de gerechtvaardigde verwachtingen van de bevolking tegemoet te komen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,

de zeer eerbiedige

en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN



## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 29 juin 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif au fonctionnement et au personnel de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale", a donné le 4 juillet 2001 l'avis suivant :

Conformément à l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« (l'urgence est motivée) ... par les circonstances que la mise en place de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale exige que soient fixées les règles relatives à son fonctionnement et à son personnel; que la date de sa mise en place ne pouvait, en vertu de l'article 260 de la loi précitée du 7 décembre 1998, être postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2001; que les premiers mois de l'année 2001 ont été indispensables à la réalisation des étapes procédurales et à l'obtention d'un consensus quant au présent projet; que l'inspection générale est actuellement composée du seul inspecteur général, lequel ne peut assumer seul l'entièreté des missions que le législateur a confié à l'inspection générale sous peine d'hypothéquer, entre autres, la mise en place de la police locale; qu'en effet, seul l'inspecteur général ou son délégué est admis à siéger dans les commissions de sélection des chefs de corps de la police locale; que le présent projet constitue précisément la base réglementaire permettant à l'inspecteur général de désigner son délégué en la matière; qu'enfin, le principe de saine administration exige que ce service public, chargé de contribuer au respect des règles de la démocratie et auquel est confiée la protection des droits et des libertés fondamentales du citoyen, doit pouvoir assurer ses missions dans les meilleurs délais. » .

Etant donné le bref délai qui a été imparti au Conseil d'Etat pour examiner le projet qui est d'une ampleur considérable et compte tenu du nombre particulièrement élevé de demandes d'avis qui ont été simultanément introduites dans un délai ne dépassant pas trois jours, le Conseil d'Etat n'a pu consacrer à l'examen du projet le temps nécessaire; l'absence d'observations concernant l'une ou l'autre disposition du projet ne signifie pas que les textes du projet ne soient ni critiquables ni perfectibles. Il va de soi que le silence gardé par la section de législation sur ces dispositions ne pourrait servir d'élément d'interprétation du projet d'arrêté.

## Observations générales

1. L'organisation de l'inspection générale des services de la police intégrée, en ce compris le statut de son personnel, fait partie des matières que l'article 184 de la Constitution réserve à la loi (1).

En ce qui concerne plus précisément le statut, la disposition inscrite sous l'article 184 de la Constitution lors de la révision de cette disposition le 30 mars 2001 autorise le Roi à

« ... fixer et exécuter les éléments essentiels du statut des membres du personnel du service de police intégré, structuré à deux niveaux, pour autant que cet arrêté soit confirmé, quant à ces éléments, par la loi avant le 30 avril 2002. » .

Ainsi que la section de législation l'a mis en évidence dans son avis 30.951/2, donné le 16 mars 2001, sur un projet d'arrêté devenu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (2), les règles qui fixent les éléments essentiels du statut du personnel devant être confirmées par la loi, mieux vaut les distinguer des dispositions à caractère purement réglementaire qui ne devront pas être confirmées.

En outre, conformément à l'article 3bis, § 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'arrêté en projet, dès lors qu'il comporte des dispositions de nature législative doit être accompagné d'un rapport au Roi.

Enfin, le texte de la disposition transitoire de la Constitution n'habilite pas le Roi à déroger aux dispositions légales qui règlent pour partie, le statut du personnel, ni a fortiori, à régler les matières qui sont réservées à la loi par d'autres dispositions constitutionnelles. C'est en tenant compte de cette limite que le présent projet a été examiné.

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 29 juni 2001 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de werking en het personeel van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie" heeft op 4 juli 2001 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de adviesaanvraag aldus :

« (l'urgence est motivée) ... par les circonstances que la mise en place de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale exige que soient fixées les règles relatives à son fonctionnement et à son personnel; que la date de sa mise en place ne pouvait, en vertu de l'article 260 de la loi précitée du 7 décembre 1998, être postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2001; que les premiers mois de l'année 2001 ont été indispensables à la réalisation des étapes procédurales et à l'obtention d'un consensus quant au présent projet; que l'inspection générale est actuellement composée du seul inspecteur général, lequel ne peut assumer seul l'entièreté des missions que le législateur a confié à l'inspection générale sous peine d'hypothéquer, entre autres, la mise en place de la police locale; qu'en effet, seul l'inspecteur général ou son délégué est admis à siéger dans les commissions de sélection des chefs de corps de la police locale; que le présent projet constitue précisément la base réglementaire permettant à l'inspecteur général de désigner son délégué en la matière; qu'enfin, le principe de saine administration exige que ce service public, chargé de contribuer au respect des règles de la démocratie et auquel est confiée la protection des droits et des libertés fondamentales du citoyen, doit pouvoir assurer ses missions dans les meilleurs délais. » .

Vanwege de korte termijn waarover de Raad van State beschikt om het vrij omvangrijke ontwerp te onderzoeken en gelet op het bijzonder grote aantal adviesaanvragen die gelijktijdig zijn ingediend met het oog op een advies binnen drie dagen, heeft de Raad van State niet de nodige tijd voor de behandeling van het ontwerp kunnen uittrekken. Uit de omstandigheid dat over de een of andere bepaling van het ontwerp geen opmerkingen worden gemaakt, mag niet worden afgeleid dat die bepalingen niet aan kritiek onderhevig zijn of niet voor verbetering vatbaar. Het spreekt vanzelf dat het stilzwijgen van de afdeling wetgeving over die bepalingen niet kan worden aangegrepen om het ontwerp van besluit op de een of andere manier uit te leggen.

## Algemene opmerkingen

1. De organisatie van de algemene inspectie van de geïntegreerde politiediensten, met inbegrip van het statuut van het personeel ervan, behoort tot de aangelegenheden die volgens artikel 184 van de Grondwet bij wet moeten worden geregeld (1).

Wat meer bepaald het statuut betreft, kan de Koning, krachtens de bepaling die in artikel 184 van de Grondwet is opgenomen toen dat artikel op 30 maart 2001 is herzien,

« ... de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, vaststellen en uitvoeren, voorzover het besluit, met betrekking tot die elementen, bekrachtigd wordt bij de wet vóór 30 april 2002. » .

Zoals de afdeling wetgeving heeft onderstreept in haar advies 30.951/2 van 16 maart 2001 over een ontwerpbesluit dat het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (2) is geworden, is het beter dat de regels betreffende de essentiële elementen van het personeelsstatuut die bij wet moeten worden bekrachtigd, onderscheiden worden van de louter verordenende bepalingen, die niet behoeven te worden bekrachtigd.

Bovendien hoort overeenkomstig artikel 3bis, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State een verslag aan de Koning te worden gevoegd bij het ontworpen besluit, aangezien het wetgevende bepalingen bevat.

Tot slot wordt de Koning bij de overgangsbepaling van de Grondwet niet gemachtigd om af te wijken van de wetbepalingen waarbij het personeelsstatuut gedeeltelijk wordt geregeld, noch, a fortiori, om aangelegenheden te regelen die volgens andere grondwetsbepalingen bij de wet moeten worden geregeld. Onder voorbehoud van die beperking is het onderhavige ontwerp onderzocht.

2. L'article 22 du projet et l'annexe 2 règlent le modèle des cartes de légitimation délivrées aux membres du personnel de l'inspection générale et prévoient, notamment, que certaines mentions de la carte de légitimation seront établies en français, en néerlandais et en allemand "avec priorité à la langue maternelle du titulaire".

En vertu de l'article 61, § 2, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966,

« ... les ministres consultant la Commission permanente de contrôle linguistique sur toutes les affaires d'ordre général qui concernent l'application des présentes lois coordonnées. Si l'avis demandé n'est pas émis dans les quarante-cinq jours, le ministre intéressé saisit le Ministre de l'Intérieur qui se substitue à la commission. » :

En tant que l'article 22 du projet et son annexe règlent l'emploi des langues en matière administrative en déterminant la langue utilisée pour certaines mentions de la carte de légitimation des membres du personnel de l'inspection générale, ils doivent être soumis à l'avis préalable de la Commission permanente de contrôle linguistique (3).

Or, il ressort des informations du fonctionnaire délégué, que cet avis n'a pas été sollicité.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le caractère substantiel de cette formalité dont l'omission expose le projet d'arrêté à une annulation.

En conclusion, l'article 22 du projet et l'annexe 2, qui peuvent, sans inconvénients être séparés du reste du projet, doivent être omis et faire l'objet d'un projet distinct qui doit être soumis à l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique.

Par ailleurs, l'article 69, § 2, 3°, du projet impose comme condition à la désignation à la fonction d'inspecteur général, celle d'avoir justifié la connaissance de la langue française ou néerlandaise autre que celle de son diplôme.

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat n'a pas pu examiner la question de savoir si l'article 69, § 2, 3°, précité doit également être soumis à l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique.

#### Observation particulières

##### Dispositif

Art. 11. Le 8° confie au "service des enquêtes individuelles" :

« ... l'enquête destinée à établir la conduite irréprochable des candidats agent auxiliaire et fonctionnaire de police domiciliés à l'étranger, ainsi que les autres missions d'enquête réglementaires attribuées à cet égard relativement à d'autres candidats. » .

Une telle mission ne rentre pas dans celles que la loi confie au service d'inspection générale. Si les articles 51 et 144, alinéa 3, de la loi du 7 décembre 1998 confient ou permettent de lui confier des compétences en matière de gestion du personnel, il s'agit exclusivement de tâches en matière d'évaluation ou de formation, soit des missions confiées vis-à-vis de personnes qui ont déjà la qualité de membres du personnel des services de police.

Tel n'est pas le cas du 8° de l'article 11, qui doit, dès lors, être omis.

Art. 13. Il résulte du contexte général du Titre V, intitulé "L'inspection générale" de la loi du 7 décembre 1998, et plus particulièrement des articles 147 et 149, alinéa 2, que l'indépendance de l'inspection générale vis-à-vis des services qu'elle est chargée de contrôler doit être garantie.

Au vu de l'importance des tâches énumérées à l'article 13, pour lesquelles l'inspection doit obtenir l'appui des services de la police fédérale, cette indépendance ne paraît pas garantie. Le projet ne peut en tout état de cause se limiter à prévoir que les modalités de cet appui feront l'objet de directives émanant du Ministre de l'Intérieur.

Art. 15. L'article 147 de la loi du 7 décembre 1998 octroie un "droit d'inspection général et permanent" aux membres de l'inspection générale et précise que ceux-ci peuvent entendre librement les membres de la police fédérale et de la police locale, lesquels sont tenus de donner suite aux convocations que l'inspection leur adresse.

2. Artikel 22 van het ontwerp en bijlage 2 betreffen het model van de legitimatiekaarten die aan de personeelsleden van de algemene inspectie worden afgegeven en bepalen onder meer dat sommige vermeldingen op de legitimatiekaart in het Nederlands, het Frans en het Duits worden gesteld "met voorrang voor de moedertaal van de houder".

Krachtens artikel 61, § 2, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966,

« ... (raadplegen) de Ministers (...) de Commissie (Vaste Commissie voor Taaltoezicht) over alle zaken van algemene aard die de toepassing van deze gecoördineerde wetten betreffen. Wordt het gevraagde advies niet binnen vijftienveertig dagen verleend, dan legt de betrokken Minister de zaak voor aan de Minister van Binnenlandse Zaken, die in de plaats van de Commissie adviseert. » .

Voorzover artikel 22 van het ontwerp en de desbetreffende bijlage het gebruik van de talen in bestuurszaken regelen door te bepalen in welke taal sommige vermeldingen op de legitimatiekaart van de personeelsleden van de algemene inspectie worden gesteld, moeten ze vooraf om advies aan de Vaste Commissie voor Taaltoezicht worden voorgelegd (3).

Uit de inlichtingen van de gemachtigde ambtenaar blijkt evenwel dat dit advies niet is ingewonnen.

De steller van het ontwerp wordt erop attent gemaakt dat het om een substantieel vormvoorschrift gaat. Als dat voorschrift niet wordt vervuld, loopt het ontwerpbesluit gevaar te worden vernietigd.

Het besluit is dan ook dat artikel 22 van het ontwerp en bijlage 2, die gerust van de rest van het ontwerp kunnen worden gescheiden, moeten vervallen en in een afzonderlijk ontwerp moeten worden opgenomen, dat aan de Vaste Commissie voor Taaltoezicht om advies moet worden voorgelegd.

Voorts bepaalt artikel 69, § 2, 3°, van het ontwerp dat niemand tot inspecteur-generaal kan worden benoemd indien hij niet het bewijs heeft geleverd van kennis van de andere taal, Nederlands of Frans, dan die van zijn diploma.

De Raad van State heeft binnen de korte termijn die hem is toegemeten, niet kunnen onderzoeken of het genoemde artikel 69, § 2, 3°, ook om advies moet worden voorgelegd aan de Vaste Commissie voor Taaltoezicht.

#### Bijzondere opmerkingen

##### Dispositief

Art. 11. In onderdeel 8° wordt aan de "dienst individuele onderzoeken" de volgende taak toevertrouwd :

« ... het onderzoek met het oog op het vaststellen van het onberispelijk gedrag van de kandidaten hulpagent en politieambtenaar die hun woonplaats in het buitenland hebben, alsmede de andere reglementair toegekende onderzoeksopdrachten dienaangaande met betrekking tot andere kandidaten. » .

Die taak behoort niet tot de taken die bij de wet aan de dienst Algemene Inspectie worden toevertrouwd. Hoewel krachtens de artikelen 51 en 144, derde lid, van de wet van 7 december 1998 aan die dienst bevoegdheden inzake personeelsbeleid worden of kunnen worden toevertrouwd, gaat het uitsluitend om evaluatie- of opleidings-taken, dus taken ten aanzien van personen die al personeelslid van de politiediensten zijn.

Dat is niet het geval in 8° van artikel 11, welk onderdeel dus moet vervallen.

Art. 13. Uit de algemene context van titel V van de wet van 7 december 1998, met als opschrift "De algemene inspectie", en in het bijzonder uit de artikelen 147 en 149, tweede lid, blijkt dat de onafhankelijkheid van de algemene inspectie ten aanzien van de diensten die ze moet controleren, moet worden gewaarborgd.

Gelet op de belangrijkheid van de taken die in artikel 13 worden opgesomd, waarvoor de inspectie de steun van de federale politiediensten moet krijgen, lijkt die onafhankelijkheid niet gewaarborgd. Het ontwerp mag zich in geen geval ertoe beperken te bepalen dat de nadere regelen voor die steun zullen worden gegeven in richtlijnen van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Art. 15. Artikel 147 van de wet van 7 december 1998 verleent de leden van de algemene inspectie een "algemeen en permanent recht tot inspectie" en bepaalt dat zij de leden van de federale en de lokale politie, welke ertoe gehouden zijn gevolg te geven aan de oproepingen van de algemene inspectie, vrij kunnen horen.

Il appartient à l'auteur du projet d'apprécier si l'article 15 du projet qui prévoit que la lettre de convocation doit stipuler la "nature de l'affaire", et que, hors le cas d'urgence dûment motivé, un délai de trois jours ouvrables doit séparer la notification de la convocation et l'audition, ne restreint pas excessivement le libre exercice par l'inspection générale de ses prérogatives légales.

Pour le surplus, les mots "Sans préjudice de l'article 147 de la loi" doivent être omis.

Art. 16. Les mots "Dans le respect du principe de saine administration" qui n'ajoutent rien au dispositif peuvent être omis.

Art. 17. L'article 148 de la loi du 7 décembre 1998 précise les autorités auxquelles l'inspection doit soumettre les résultats de ses inspections. Les suites à ces recommandations qui lui sont communiquées par les services inspectés font partie intégrante de ces résultats.

L'alinéa 3 de l'article 17 du projet, qui ne prévoit la communication de ces informations qu'au seul Ministre de l'Intérieur, doit donc être omis.

Art. 18. Soumettre "les modalités d'échanges d'information" entre l'inspection et le service de police qu'elle est chargée de contrôler, à la conclusion d'un protocole entre ces deux services est incompatible avec l'article 147 de la loi qui autorise les membres de l'inspection générale à consulter librement et à prendre copie de tous les documents et pièces nécessaires à leur inspection.

Cette disposition doit être, à tout le moins, fondamentalement revue afin d'en préciser sa portée.

Art. 21. Les règles relatives au port de la tenue et celles relatives au port des armes par les membres du personnel doivent, eu égard à leur nature, être déterminées par le Roi.

Il vaut mieux que les autres règles prévues par l'article 21 du projet soient directement fixées par le Ministre de l'Intérieur.

Art. 23 du projet. En vertu de l'article 174, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Constitution, la Chambre des représentants vote chaque année le budget. Les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, règlent en détail la procédure budgétaire et la confection des budgets.

Ainsi, l'article 12, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, des lois précitées dispose :

« Le budget général des dépenses prévoit et autorise les dépenses, par programme, des services d'administration générale de l'Etat.

Les crédits afférents aux programmes regroupent distinctement les moyens budgétaires qui se rapportent aux frais de fonctionnement des administrations et aux objectifs des programmes d'activités. » (4).

De même, l'article 14 des mêmes lois précise :

« Dans les tableaux budgétaires, les crédits afférents aux programmes sont ventilés en allocations de base conformément à la classification économique, avec indication des dépenses affectées au service financier de dépenses préfinancées. Cette disposition ne s'applique pas aux crédits prévus pour les dotations. » .

Compte tenu des dispositions rappelées ci-dessus, il n'appartient pas au Roi de fixer dans une disposition réglementaire quelle doit être la structure du budget de la police fédérale. Au demeurant, l'article 114 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (5), n'appelle aucune mesure réglementaire pour son exécution.

L'article 23 du projet doit être omis et l'article 42 du projet doit être revu pour tenir compte de cette observation.

Art. 27. Cette disposition est ambiguë. Si elle signifie que le plan général d'action qui y est prévu doit être soumis à l'approbation des Ministres de l'Intérieur et de la Justice, elle est contraire à l'article 145 de la loi qui autorise l'inspection à agir d'initiative.

Het staat aan de steller van het ontwerp te oordelen of de algemene inspectie niet te sterk in de vrije uitoefening van haar wettelijke prerogatieven wordt beperkt door artikel 15 van het ontwerp, dat bepaalt dat in de oproepingsbrief "de aard van de zaak" moet worden vermeld en dat er – behoudens afdoende gemotiveerde gevallen – tussen de kennisgeving van de oproeping en het verhoor drie werkdagen moeten liggen.

Voorts moeten de woorden "Onverminderd artikel 147 van de wet" vervallen.

Art. 16. Aangezien de woorden "met inachtneming van het principe van behoorlijk bestuur" niets aan het dispositief toevoegen, mogen ze vervallen.

Art. 17. Artikel 148 van de wet van 7 december 1998 bepaalt aan welke overheidsinstanties de inspectie de resultaten van haar inspecties moet bezorgen. Het gevolg dat de geïnspecteerde diensten aan die aanbevelingen hebben gegeven, vormt een wezenlijk onderdeel van die resultaten.

Het derde lid van artikel 17 van het ontwerp, dat bepaalt dat die inlichtingen alleen aan de Minister van Binnenlandse Zaken hoeven te worden meegedeeld, moet dan ook vervallen.

Art. 18. Stellen dat de inspectie en de politiedienst die door de inspectie moet worden gecontroleerd een protocol moeten afsluiten over "de nadere regelen van informatiewisseling" tussen hen beide, is strijdig met artikel 147 van de wet, naar luid waarvan de leden van de algemene inspectie vrij alle documenten en stukken die nodig zijn voor hun inspectie, mogen raadplegen en daarvan een kopie mogen maken.

Deze bepaling moet op zijn minst grondig worden herzien opdat de reikwijdte ervan preciezer tot uiting komt.

Art. 21. De regels betreffende het dragen van het uniform en die omtrent het dragen van wapens door de personeelsleden moeten, vanwege hun aard, door de Koning worden vastgesteld.

De overige regels waarvan in artikel 21 van het ontwerp sprake is, zouden beter rechtstreeks door de Minister van Binnenlandse Zaken worden vastgelegd.

Art. 23 van het ontwerp. Krachtens artikel 174, eerste lid, van de Grondwet, wordt de begroting elk jaar door de Kamer van volksvertegenwoordigers goedgekeurd. De begrotingsprocedure en de manier waarop begrotingen moeten worden opgesteld worden in detail geregeld in de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Zo luidt artikel 12, eerste en tweede lid, van de voormelde gecoördineerde wetten als volgt :

« De algemene uitgavenbegroting voorziet in en verleent machtiging voor de uitgaven, per programma, van de Diensten van algemeen bestuur van de Staat.

De kredieten voor de programma's groeperen onderscheidenlijk de begrotingsmiddelen die betrekking hebben op de werkingskosten van de overheidsdiensten en op de doelstellingen van de activiteitenprogramma's. » (4).

Artikel 14 van diezelfde gecoördineerde wetten luidt als volgt :

« In de begrotingstabellen worden de kredieten voor de programma's volgens de economische classificatie opgesplitst in basisallocaties, met opgave van de uitgaven bestemd voor de financiële diensten van geprefinancierde uitgaven. Deze bepaling geldt niet voor de kredieten ingeschreven voor de dotaties. » .

Gelet op de bepalingen waarnaar hiervoren is verwezen, staat het niet aan de Koning om in een verordeningsbepaling voor te schrijven welke structuur de begroting van de federale politie moet hebben. Overigens is geen enkele verordenende maatregel nodig opdat artikel 114 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (5) kan worden uitgevoerd.

Artikel 23 van het ontwerp dient te vervallen en artikel 42 van het ontwerp behoort te worden herzien opdat met deze opmerking rekening wordt gehouden.

Art. 27. Deze bepaling is dubbelzinnig. Als ze betekent dat het algemeen actieplan waarvan daarin sprake is, ter goedkeuring moet worden voorgelegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken en aan de Minister van Justitie, is ze strijdig met artikel 145 van de wet, krachtens welke bepaling de inspectie ambtshalve mag handelen.



Art. 31 à 37. 1. Il n'apparaît pas clairement dans quelle hypothèse, ni à quel moment l'identité d'un plaignant est communiquée à la personne ou au service qui fait l'objet de la plainte, principalement lorsqu'il s'agit d'une personne qui n'est pas membre du service en question.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas, par exemple, comment se concilie l'article 36, qui permet de prendre en considération l'anonymat d'une personne, avec les dispositions qui prévoient, au départ, la communication de la plainte au chef du corps concerné, et, à la clôture de l'enquête, l'accès au dossier complet de celle-ci qui est donné au membre du personnel ou au service concerné.

2. L'article 34, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, est trop imprécis. Il pourrait viser, ainsi que l'a confirmé le représentant du ministre, le service de contrôle interne du corps concerné. Dans une telle hypothèse, cette disposition est contraire à l'article 145, alinéa 3, de la loi qui prévoit que l'inspection donne suite aux plaintes et dénonciations qu'elle reçoit,

« ... sans préjudice des compétences de la police judiciaire de ses membres et de l'application de la loi du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignement. » .

L'arrêté en projet doit se limiter à prévoir une suspension de la suite que l'inspection doit donner à une plainte ou à une dénonciation lorsque le fait dénoncé fait l'objet d'une poursuite pénale ou disciplinaire. L'auteur du projet ne doit pas perdre de vue qu'une suite donnée à une plainte peut, en effet, consister à informer le plaignant des résultats de ces procédures.

Les cas d'absence de tout traitement de la plainte doivent en conséquence, afin de respecter la disposition légale qui vient d'être rappelée, être limités aux plaintes traitées directement par le Comité P ainsi qu'à celles auxquelles il est impossible de donner suite pour les raisons invoquées sous l'article 34, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 2° et 3°.

Art. 38. L'alinéa 2 est rédigé de manière trop large en ce qu'il exclut d'office toute procédure judiciaire civile en cas d'issue favorable de la médiation.

Art. 39. L'article 149 de la loi, qui prévoit que le Roi doit fixer le "statut du personnel non policier", ne l'autorise pas à recruter du personnel sous contrat.

Le 3° doit donc être omis.

Les dispositions du projet qui seraient relatives à du personnel contractuel doivent être revues ou omises, selon le cas.

Art. 40. Ainsi que la section de législation l'a rappelé dans son avis 30.951/2, précité, l'enquête à laquelle sont soumis des candidats à une fonction publique constitue une ingérence dans la vie privée qui doit être prévue par la loi conformément à l'article 22 de la Constitution.

L'article 121, alinéa 2, inséré par la loi du 31 mai 2001, ne prévoit une telle enquête que pour le recrutement des fonctionnaires de police et des agents auxiliaires de police.

Art. 50. Cette disposition laisse à l'inspecteur général un trop large pouvoir d'appréciation dans le choix de la procédure de sélection.

S'il peut se concevoir, que selon l'emploi à conférer, l'inspecteur exerce un certain choix entre plusieurs procédures à suivre, on ne saurait admettre que parmi celles-ci, il y en ait une qui lui laisse un pouvoir entièrement discrétionnaire. Tel est cependant le cas de celle prévue sous le 4°.

Cette disposition doit être revue en conséquence.

Art. 68. L'article 68 doit être adapté en fonction des observations formulées sous l'article 21 du projet.

Art. 31 tot 37. 1. Er komt niet duidelijk tot uiting in welk geval en op welk ogenblik de identiteit van de indiener van de klacht wordt meegedeeld aan de persoon tegen wie of de dienst waartegen de klacht is gericht, vooral wanneer het gaat om een persoon die geen lid is van de dienst in kwestie.

Zo ziet de Raad van State bijvoorbeeld niet in hoe artikel 36, dat de mogelijkheid biedt de anonimiteit van een persoon te geranderen, kan samengaan met de bepalingen waarin wordt voorgeschreven dat de klacht, zodra ze is ingediend, wordt meegedeeld aan de betrokken korpschef en dat het betrokken personeelslid of de betrokken dienst na afsluiting van het onderzoek, inzage krijgt in het volledige dossier aangaande de klacht.

2. Artikel 34, eerste lid, onderdeel 2°, is niet nauwkeurig genoeg. Zoals de gemachtigde van de minister heeft bevestigd, zou die bepaling kunnen gelden voor de dienst intern toezicht van het betrokken korps. In dat geval is die bepaling strijdig met artikel 145, derde lid, van de wet, krachtens welke bepaling de inspectie gevolg geeft aan de klachten en aangiften die zij ontvangt,

« ... (onverminderd) de bevoegdheden van gerechtelijke politie van haar leden en de toepassing van de wet van 18 juli 1991 betreffende het toezicht op de politie- en inlichtingendiensten. » .

In het ontworpen besluit mag alleen worden bepaald dat de inspectie voorlopig geen gevolg geeft aan de klacht of de aangifte wanneer in verband met het gelaakte feit een strafrechtelijke of tuchtrechtelijke vervolging is ingesteld. De steller van het ontwerp mag niet uit het oog verliezen dat het gevolg dat aan een klacht wordt gegeven er immers in kan bestaan de indiener van de klacht in te lichten over het resultaat van die procedures.

Opdat voldaan is aan de wetsbepaling waarnaar zopas is verwezen, moeten de gevallen waarin de klacht in het geheel niet wordt behandeld bijgevolg beperkt blijven tot het geval dat de klachten rechtstreeks door het comité P worden behandeld en tot de gevallen waarin aan de klacht onmogelijk gevolg kan worden gegeven om een van de redenen vermeld in artikel 34, eerste lid, onderdelen 1°, 2° en 3°.

Art. 38. Het tweede lid is in te ruime bewoordingen gesteld doordat het automatisch elke gerechtelijke procedure in burgerlijke zaken uitsluit wanneer de bemiddeling gunstig afloopt.

Art. 39. Artikel 149 van de wet, dat bepaalt dat de Koning "het statuut van het personeel dat niet tot de politie behoort" moet vaststellen, verleent de Koning niet de bevoegdheid om arbeidscontractanten in dienst te nemen.

Onderdeel 3° dient dan ook te vervallen.

Mochten sommige bepalingen van het ontwerp betrekking hebben op arbeidscontractanten, dan dienen die bepalingen, naargelang van het geval, te worden herzien of moeten ze vervallen.

Art. 40. Zoals de afdeling wetgeving opgemerkt heeft in haar voormelde advies 30.951/2, houdt het onderzoek dat gevoerd wordt omtrent gegadigden voor een openbare betrekking een inmenging in het privé-leven in die overeenkomstig artikel 22 van de Grondwet door de wet moet worden geregeld.

Artikel 121, tweede lid, dat bij de wet van 31 mei 2001 is ingevoegd, voorziet slechts in zulk een onderzoek voor de werving van politieambtenaren en hulpagenten van politie.

Art. 50. In deze bepaling wordt aan de inspecteur-generaal een te grote beoordelingsbevoegdheid gelaten voor het kiezen van de selectieprocedure.

Dat de inspecteur, naar gelang van de te verlenen betrekking een keuze maakt uit verschillende procedures, is te begrijpen, maar er kan niet worden aanvaard dat in een van die procedures hem een volledige discretionaire bevoegdheid wordt gelaten. Dat is nochtans het geval met de procedure in onderdeel 4°.

Deze bepaling behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Art. 68. Artikel 68 dient te worden aangepast in het licht van de opmerkingen die in het kader van artikel 21 van het ontwerp zijn gemaakt.

Art. 73. Cette disposition étant rédigée de manière confuse risque d'être à la source de nombreux litiges. De l'accord du fonctionnaire délégué, elle doit être réécrite.

Art. 83. Il y a lieu de préciser, au paragraphe 2, à quels articles du projet cette disposition transitoire entend déroger. La même observation pour l'article 87.

L'attention de l'auteur du projet est, par ailleurs, attirée sur le fait que ces deux dispositions utilisent, dans le texte français, pour désigner le mode de collaboration entre les autorités qui y sont visées, des expressions presque semblables mais qui ont un sens radicalement différent.

Désigner "de concert" signifie, en effet, une décision conjointe; tandis que désigner "en se concertant" avec une autre autorité signifie seulement qu'il faut prendre l'avis de celle-ci et en discuter avec elle.

Le texte doit être clarifié.

Art. 91. De l'accord du fonctionnaire délégué, il faut remplacer les mots "le jour précédant l'entrée en vigueur du présent arrêté" par les mots "le 31 décembre 2000".

Art. 92. Dès lors que l'article 84 prévoit que la procédure de sélection pendant la période transitoire débute le jour de la publication du présent arrêté en projet au *Moniteur belge*, la rétroactivité n'est pas, à première vue, nécessaire à assurer la continuité d'un service public.

Il convient donc de fixer l'entrée en vigueur à la date de publication au *Moniteur belge*.

#### Observations d'ordre linguistique

Plusieurs dispositions du texte néerlandais du projet sont susceptibles d'amélioration du point de vue de la correction de la langue. C'est sous réserve des observations de fond précédentes et, à titre d'exemple, que sont faites les propositions de texte suivantes :

Art. 13. Au 3°, mieux vaut écrire "de bewaking van de voortgang" au lieu de "het opvolgen".

Art. 15. Il faut écrire "dringende noodzakelijkheid" au lieu de "hoogdringendheid", de même que "kennisgeving" au lieu de "betekening".

Art. 32. Mieux vaut écrire "in de vorm van" et non "onder de vorm van".

Art. 34. L'alinéa 2, deuxième phrase, doit être rédigé comme suit :

« Ze wordt schriftelijk ter kennis gebracht van de partij die de klacht heeft ingediend of de aangifte heeft gedaan, alsook van de dienst of de persoon tegen wie die was gericht. »

Art. 36. Il serait plus correct d'écrire "... wegens mogelijke wraakacties. »

Art. 50. Au 2°, in fine, il y a lieu d'écrire : "waaronder de kandidaat ressorteert;"

Le texte néerlandais de l'ensemble du projet doit être revu là où cela s'avère nécessaire.

La chambre était composée de :

M. Y. Kreins, conseiller d'Etat, président;

MM. :

P. Lienardy et P. Vandernoot, conseillers d'Etat;

Mme B. Vigneron, greffier.

Art. 73. Doordat de redactie van deze bepaling verwarrend is, dreigt ze aanleiding te geven tot vele geschillen. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat deze bepaling moet worden herschreven.

Art. 83. In paragraaf 2 behoort te worden aangegeven van welke artikelen van het ontwerp met deze overgangsbepaling wordt afgeweken. Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 87.

De steller van het ontwerp wordt voorts opmerkzaam gemaakt op het feit dat, in de Franse tekst van deze beide bepalingen, om aan te geven hoe de daarin vermelde overheden samenwerken, uitdrukkingen worden gebezigd die sterk op elkaar lijken maar een radicaal verschillende betekenis hebben.

"Désigner de concert" komt immers neer op een gezamenlijke beslissing, terwijl "désigner en se concertant avec une autre autorité" alleen inhoudt dat het advies van die overheid moet worden ingewonnen en dat daarover met die overheid moet worden gesproken.

De tekst moet duidelijker worden gesteld.

Art. 91. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de woorden "de dag vóór de inwerkingtreding van dit besluit" vervangen moeten worden door de woorden "31 december 2000".

Art. 92. Aangezien in artikel 84 wordt bepaald dat de selectieprocedure tijdens de overgangperiode aanvangt op de dag dat dit ontworpen besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, is terugwerkende kracht op het eerste gezicht niet noodzakelijk om de continuïteit van de openbare dienst te garanderen.

Er behoort dan ook te worden bepaald dat dit besluit in werking treedt op de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

#### Opmerkingen van taalkundige aard

Verscheidene bepalingen van de Nederlandse tekst van het ontwerp zijn voor verbetering vatbaar uit een oogpunt van correct taalgebruik. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden, bij wijze van voorbeeld, de volgende tekstvoorstellen gedaan :

Art. 13. In 3° schrijve men "de bewaking van de voortgang" in plaats van "het opvolgen".

Art. 15. In plaats van "hoogdringendheid" schrijve men "dringende noodzakelijkheid" en in stede van "betekening" "kennisgeving".

Art. 32. Men schrijve "in de vorm van" in plaats van "Onder de vorm van".

Art. 34. Het tweede lid, tweede volzin, zou als volgt gesteld moeten worden :

« Ze wordt schriftelijk ter kennis gebracht van de partij die de klacht heeft ingediend of de aangifte heeft gedaan, alsook van de dienst of de persoon tegen wie die was gericht. »

Art. 36. Het zou correcter zijn te schrijven "... wegens mogelijke wraakacties. »

Art. 50. Aan het slot van 2° schrijve men : "waaronder de kandidaat ressorteert;"

De Nederlandse tekst van het gehele ontwerp zou waar dat nodig is verbeterd moeten worden.

De kamer was samengesteld uit :

De heer Y. Kreins, staatsraad, voorzitter;

De heren :

P. Lienardy en P. Vandernoot, staatsraden;

Mevr. B. Vigneron, griffier.



Le rapport a été présenté par M. L. Detroux, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. Y. Houyet, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Lienardy.

Le greffier, B. Vigneron

Le président, Y. Kreins

Notes

(1) Voir avis 28.080/1/2/V, donné le 20 août 1998 (Ière chambre) et 31 août 1998 (IIe chambre).

(2) *Moniteur belge* du 31 mars 2001, éd. 3, p. 10868.

(3) Voir en ce sens les avis 21.684/2/V, du 5 août 1992, sur un projet d'arrêté ministériel "relatif à la carte d'identification pour les détectives privés", 21.788/2/V, du 7 septembre 1992, sur un projet d'arrêté ministériel "relatif aux modalités du label et du certificat d'approbation pour les systèmes et les centraux d'alarme", 23.333/9, du 6 juin 1994, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la carte de légitimation des membres de la police des chemins de fer", 23.724/2, du 3 mai 1995, sur un projet d'arrêté ministériel "relatif à la carte de légitimation des membres de la police judiciaire près les parquets", 26.678/2/V, du 16 juillet 1997, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux cartes d'identité d'étrangers admis ou autorisés à s'établir dans le Royaume", 26.795/2/V, du 5 août 1997, sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant l'arrêté ministériel du 19 février 1993 relatif à la carte d'identification pour les détectives privés" et 31.043/2, donné le 19 décembre 2000 sur un projet d'arrêté royal "relatif à la carte de légitimation des officiers de police judiciaire, officiers auxiliaires du procureur du Roi, de la commission des jeux de hasard et de son secrétariat".

(4) L'article 13 des lois coordonnées précitées précise notamment que la justification du budget général des dépenses se compose de notes exposant les lignes générales de la politique des départements et, par division organique, les missions assignées et, par programme, les objectifs poursuivis, ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser.

(5) L'article 114 précité prescrit :

« Les dépenses relatives à la police fédérale font l'objet d'une section du budget général des dépenses. Les allocations de base relatives à la direction générale de la police judiciaire sont regroupées dans une division organique distincte. »

L'on observera d'ailleurs que c'est le législateur lui-même qui a imposé qu'une division organique distincte soit réservée aux moyens budgétaires de la police judiciaire.

**20 JUILLET 2001. – Arrêté royal relatif au fonctionnement et au personnel de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, notamment les articles 143 à 149 et 257ter, inséré par la loi du 27 décembre 2000;

Vu le protocole n° 30/2 du 4 janvier 2001 du comité de négociation pour les services de police;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1<sup>er</sup> mars 2001;

Vu la demande adressée le 20 novembre 2000 au conseil consultatif des bourgmestres et l'absence d'avis dans le délai requis par l'article 9, alinéa 2, de l'arrêté royal du 6 avril 2000;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget du 9 mai 2001;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction Publique du 23 avril 2001;

Vu l'urgence motivée par les circonstances que la mise en place de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale exige que soient fixées les règles relatives à son fonctionnement et à son personnel; que la date de sa mise en place ne pouvait, en vertu de l'article 260 de la loi précitée du 7 décembre 1998, être postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2001; que les premiers mois de l'année 2001 ont été

Het verslag werd uitgebracht door de heer L. Detroux, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer Y. Houyet, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Lienardy.

De griffier, B. Vigneron

De voorzitter, Y. Kreins

Nota's

(1) Zie advies 28.080/1/2/V dat op 20 augustus 1998 (Ie kamer) en op 31 augustus 1998 (IIe kamer) is gegeven.

(2) *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 2001, 3e uitgave, blz. 10868.

(3) Zie in die zin advies 21.684/2/V van 5 augustus 1992 over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de identificatiekaart voor privé-detectives", advies 21.788/2/V van 7 september 1992 over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de modaliteiten van het label en het certificaat van goedkeuring voor alarmsystemen en alarmcentrales", advies 23.333/9 van 6 juni 1994 over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de legitimatiekaart van de leden van de spoorwegpolitie", advies 23.724/2 van 3 mei 1995 over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de legitimatiekaart van de leden van de gerechtelijke politie bij de parketten", advies 26.678/2/V van 16 juli 1997 over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de identiteitskaarten voor vreemdelingen die toegelaten of gemachtigd zijn om zich in het Rijk te vestigen", advies 26.795/2/V van 5 augustus 1997 over een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van het ministerieel besluit van 19 februari 1993 betreffende de identificatiekaart voor privé-detectives" en advies 31.043/2 van 19 december 2000 over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de legitimatiekaart van de officieren van gerechtelijke politie, hulpofficieren van de procureur des Konings, van de kansspelcommissie en van haar secretariaat".

(4) Artikel 13 van de voormelde gecoördineerde wetten bepaalt inzonderheid dat de verantwoording van de algemene uitgavenbegroting is samengesteld uit nota's waarin de algemene beleidslijnen van de departementen worden uiteengezet en, per organisatieafdeling, de toegewezen opdrachten en, per programma, de nagestreefde doelstellingen, alsook de aan te wenden middelen om deze te bereiken.

(5) Het voormelde artikel 114 luidt als volgt :

« De uitgaven voor de federale politie maken het voorwerp uit van een sectie van de algemene uitgavenbegroting. De basisallocaties met betrekking tot de algemene directie van de gerechtelijke politie worden samengebracht in een afzonderlijke organisatieafdeling. »

Overigens behoort te worden opgemerkt dat de wetgever zelf bepaald heeft dat er een afzonderlijke organisatieafdeling moet zijn voor de begrotingsmiddelen van de gerechtelijke politie.

**20 JULI 2001. – Koninklijk besluit betreffende de werking en het personeel van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, inzonderheid op de artikelen 143 tot en met 149 en 257ter, ingevoegd bij de wet van 27 december 2000;

Gelet op het protocol nr. 30/2 van 4 januari 2001 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 maart 2001;

Gelet op de aanvraag die op 20 november 2000 bij de adviesraad van burgemeesters is ingediend en gelet op het feit dat geen advies is verstrekt binnen de termijn voorgeschreven in artikel 9, tweede lid, van het koninklijk besluit van 6 april 2000;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 9 mei 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 23 april 2001;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de inplaatsstelling van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie noopt tot het vastleggen van de regels met betrekking tot haar werking en haar personeel; dat de datum van haar inplaatsstelling, gelet op artikel 260 van voormelde wet van 7 december 1998, niet later mocht vallen dan 1 januari 2001; dat de

indispensables à la réalisation des étapes procédurales et à l'obtention d'un consensus quant au présent projet; que l'inspection générale est actuellement composée du seul inspecteur général, lequel ne peut assumer seul l'entière des missions que le législateur a confié à l'inspection générale sous peine d'hypothéquer, entre autres, la mise en place de la police locale; qu'en effet, seul l'inspecteur général ou son délégué est admis à siéger dans les commissions de sélection des chefs de corps de la police locale; que le présent projet constitue précisément la base réglementaire permettant à l'inspecteur général de désigner son délégué en la matière; qu'enfin, le principe de saine administration exige que ce service public, chargé de contribuer au respect des règles de la démocratie et auquel est confiée la protection des droits et des libertés fondamentales du citoyen, doit pouvoir assurer ses missions dans les meilleurs délais;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 4 juillet 2001 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### TITRE I<sup>er</sup>. - Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- 1<sup>o</sup> "l'inspection générale" : l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale;
- 2<sup>o</sup> "la loi" : la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;
- 3<sup>o</sup> "le membre du personnel" : le membre du personnel de l'inspection générale;
- 4<sup>o</sup> "le directeur général" : le directeur général de la direction générale des ressources humaines de la police fédérale visée à l'article 11 de l'arrêté royal du 3 septembre 2000 concernant le commissaire général et les directions générales de la police fédérale.

#### TITRE II. - Des autorités

**Art. 2.** Sans préjudice de l'article 3, l'inspection générale est placée, pour l'exécution de ses missions, sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur.

**Art. 3.** L'inspection générale est cependant placée sous l'autorité du Ministre de la Justice pour tout ce qui concerne l'exercice de ses attributions dans le cadre de l'exécution, par les services de police :

- 1<sup>o</sup> des missions de police judiciaire;
- 2<sup>o</sup> des missions relatives à la police des cours et tribunaux;
- 3<sup>o</sup> des missions relatives à la police des prisons et au transfèrement des détenus;
- 4<sup>o</sup> des missions relatives à la gestion de l'information judiciaire.

**Art. 4.** Le Ministre de la Justice est associé à la gestion quotidienne de l'inspection générale, d'initiative ou à sa demande, conformément aux articles 5 et 6, lorsque celle-ci a une influence directe sur l'exécution des missions visées à l'article 3.

Si le Ministre de l'Intérieur estime ne pas pouvoir donner suite à une demande du Ministre de la Justice, il informe ce dernier de ses raisons.

**Art. 5.** La signature du Ministre de l'Intérieur et celle du Ministre de la Justice sont requises pour :

- 1<sup>o</sup> tout projet de loi relatif à l'inspection générale;
- 2<sup>o</sup> tout projet d'arrêté réglementaire relatif aux attributions de l'inspecteur général;
- 3<sup>o</sup> l'avant-projet de budget général des dépenses de l'inspection générale.

**Art. 6.** L'avis conforme du Ministre de la Justice est requis pour :

- 1<sup>o</sup> la fixation du programme de formation des membres du personnel, qui concerne les missions visées à l'article 3;
- 2<sup>o</sup> la désignation aux emplois d'officier à l'inspection générale;
- 3<sup>o</sup> toute décision de renvoi visée aux articles 62 et 75.

Le Ministre de la Justice donne son avis endéans un délai, fixé par le Ministre de l'Intérieur, qui ne peut être inférieur à vingt jours ouvrables.

eerste maanden van het jaar 2001 noodzakelijk waren om de procedurevoorschriften te volbrengen en een consensus over het huidige ontwerp te bereiken; dat de algemene inspectie thans enkel samengesteld is uit de inspecteur-generaal die het geheel van de opdrachten, die de wetgever aan de algemene inspectie heeft toevertrouwd, niet alleen kan verzekeren zonder daarbij, onder meer, de inplaatsstelling van de lokale politie in het gedrang te brengen; dat inderdaad enkel de inspecteur-generaal of zijn afgevaardigde zitting kan houden in de selectiecommissies voor de korpschefs van de lokale politie; dat het huidige ontwerp de reglementaire basis is die de inspecteur-generaal toelaat zijn afgevaardigde ter zake aan te wijzen; dat ten slotte het beginsel van goed bestuur vereist dat die openbare dienst, die moet bijdragen tot het eerbiedigen van de democratie en waaraan de bescherming van de rechten en van de fundamentele vrijheden van de burger wordt toevertrouwd, zo snel mogelijk zijn opdrachten moet kunnen uitvoeren;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 4 juli 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### TITEL I. - Definities

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1<sup>o</sup> "de algemene inspectie" : de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie;
- 2<sup>o</sup> "de wet" : de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;
- 3<sup>o</sup> "het personeelslid" : het personeelslid van de algemene inspectie;
- 4<sup>o</sup> "de directeur-generaal" : de directeur-generaal van de algemene directie personeel van de federale politie bedoeld in artikel 11 van het koninklijk besluit van 3 september 2000 met betrekking tot de commissaris-generaal en de algemene directies van de federale politie.

#### TITEL II. - De overheden

**Art. 2.** Onverminderd artikel 3, staat de algemene inspectie, voor de uitvoering van haar opdrachten, onder het gezag van de Minister van Binnenlandse Zaken.

**Art. 3.** De algemene inspectie staat evenwel onder het gezag van de Minister van Justitie voor de uitoefening van al haar bevoegdheden in het raam van de uitvoering, door de politiediensten, van :

- 1<sup>o</sup> de opdrachten van gerechtelijke politie;
- 2<sup>o</sup> de opdrachten inzake de politie van de hoven en rechtbanken;
- 3<sup>o</sup> de opdrachten inzake de politie van de gevangenen en de overbrenging van de gevangenen;
- 4<sup>o</sup> de opdrachten inzake het beheer van de gerechtelijke gegevens.

**Art. 4.** De Minister van Justitie wordt, op eigen initiatief of op zijn verzoek, overeenkomstig de artikelen 5 en 6, betrokken bij het dagelijks beheer van de algemene inspectie wanneer dit de uitvoering van de taken bedoeld in artikel 3, rechtstreeks beïnvloedt.

Meent de Minister van Binnenlandse Zaken geen gevolg te kunnen geven aan een verzoek van de Minister van Justitie, dan licht hij hem in over de redenen hiervan.

**Art. 5.** De handtekening van de Minister van Binnenlandse Zaken en die van de Minister van Justitie zijn vereist voor :

- 1<sup>o</sup> elk ontwerp van wet betreffende de algemene inspectie;
- 2<sup>o</sup> elk ontwerp van reglementair besluit betreffende de bevoegdheden van de inspecteur-generaal;
- 3<sup>o</sup> het voorontwerp van algemene uitgavenbegroting van de algemene inspectie.

**Art. 6.** Het eensluidend advies van de Minister van Justitie is vereist voor :

- 1<sup>o</sup> het vastleggen van het opleidingsprogramma van de personeelsleden dat betrekking heeft op de opdrachten bedoeld in artikel 3;
- 2<sup>o</sup> de aanwijzing voor de betrekkingen van officier bij de algemene inspectie;
- 3<sup>o</sup> elke beslissing tot terugzending bedoeld in de artikelen 62 en 75.

De Minister van Justitie verstrekt zijn advies binnen de termijn bepaald door de Minister van Binnenlandse Zaken. Deze termijn mag niet minder dan twintig werkdagen bedragen.

En cas d'urgence motivée, ce délai peut être ramené à cinq jours ouvrables.

Passé ces délais, l'avis est réputé conforme. L'avis non conforme est motivé.

### TITRE III. – Le cadre organique

**Art. 7.** L'inspection générale est composée :

- 1° de l'inspecteur général;
- 2° de deux inspecteurs généraux adjoints;
- 3° du service de l'inspection avec, le cas échéant, des postes d'inspection déconcentrés;
- 4° du service des enquêtes individuelles;
- 5° du service des statuts.

Son cadre organique est fixé à l'annexe 1 au présent arrêté.

### TITRE IV. – Des missions

**Art. 8.** L'inspecteur général coordonne l'ensemble des activités des services et des postes d'inspection déconcentrés de l'inspection générale. Il fait, aux Ministres de l'Intérieur et de la Justice, toute proposition utile en ce qui concerne les matières ayant trait à l'inspection générale. Il est en charge des relations publiques de l'inspection générale.

**Art. 9.** Le service de l'inspection est chargé de :

- 1° l'exécution des missions de contrôle, inspections et audits de la police fédérale et de la police locale;
- 2° la rédaction du rapport annuel de l'inspection générale.

**Art. 10.** Un seul poste d'inspection déconcentré, dont l'effectif maximum est fixé à quatre personnes, peut être implanté par ressort de cour d'appel.

Les membres du personnel des éventuels postes d'inspection déconcentrés sont chargés de recueillir et de traiter toute information utile à l'accomplissement des missions de l'inspection générale. A cette fin, ils entretiennent des contacts avec les autorités locales, les services de police locaux ainsi que les services déconcentrés de la police fédérale. Ils collaborent avec les services de contrôle interne de la police locale. Ils sont en outre chargés de recueillir toutes plaintes et dénonciations qui leur sont adressées et contribuent à la médiation confiée à l'inspection générale.

**Art. 11.** Au service des enquêtes individuelles sont confiées :

- 1° l'exécution des enquêtes suite aux plaintes et dénonciations;
- 2° l'alimentation et l'exploitation de la banque de données relative aux plaintes et dénonciations, en coordination avec le Comité permanent de contrôle des services de police;
- 3° l'exécution des devoirs judiciaires confiés à l'inspection générale par les autorités judiciaires;
- 4° l'exécution des devoirs de médiation;
- 5° l'exécution des enquêtes disciplinaires et la rédaction des rapports introductifs pour lesquels l'autorité disciplinaire ou le conseil de discipline fait appel à l'inspection générale;
- 6° l'exécution des missions d'appui opérationnel à l'organe de contrôle visé à l'article 44/7 de la loi sur la fonction de police;
- 7° la collaboration à la rédaction du rapport annuel de l'inspection générale.

**Art. 12.** Les missions suivantes sont confiées au service des statuts :

- 1° la constitution des dossiers de présentation des candidats et l'organisation des séances de la commission de sélection nationale pour officiers supérieurs;
- 2° la préparation des séances des commissions d'évaluation pour les fonctions de chef de corps, de directeur coordinateur administratif et de directeur judiciaire;
- 3° la préparation des comparutions, en qualité d'expert, de l'inspecteur général ou de son délégué devant le conseil de discipline;

In geval van gemotiveerde hoogdringendheid kan deze termijn tot vijf werkdagen beperkt worden.

Wanneer deze termijnen eenmaal zijn verstreken, wordt het advies geacht eensluidend te zijn. Het niet eensluidend advies wordt met redenen omkleed.

### TITEL III. – De personeelsformatie

**Art. 7.** De algemene inspectie is samengesteld uit :

- 1° de inspecteur-generaal;
- 2° twee adjunct-inspecteurs-generaal;
- 3° de dienst inspectie met, in voorkomend geval, gedeconcentreerde inspectieposten;
- 4° de dienst individuele onderzoeken;
- 5° de dienst statuten.

Haar personeelsformatie wordt vastgesteld in de bijlage 1 bij dit besluit.

### TITEL IV. – De opdrachten

**Art. 8.** De inspecteur-generaal coördineert het geheel van de activiteiten van de diensten en van de gedeconcentreerde inspectieposten van de algemene inspectie. Hij doet de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie ieder nuttig voorstel met betrekking tot de materies die de algemene inspectie aanbelangen. Hij staat in voor de public relations van de algemene inspectie.

**Art. 9.** De dienst inspectie wordt belast met :

- 1° de uitvoering van de controleopdrachten, inspecties en audits van de federale politie en van de lokale politie;
- 2° de redactie van het jaarverslag van de algemene inspectie.

**Art. 10.** Eén enkele gedeconcentreerde inspectiepost, waarvan de personeelsformatie maximum vier personen omvat, kan per ambtsgebied van het hof van beroep in plaats worden gesteld.

De personeelsleden van de eventuele gedeconcentreerde inspectieposten zijn belast met het inwinnen en behandelen van elke informatie die nuttig is voor de uitvoering van de opdrachten van de algemene inspectie. Met dit doel onderhouden ze contacten met de lokale overheden, de lokale politiediensten en de gedeconcentreerde diensten van de federale politie. Ze werken samen met de diensten "intern toezicht" van de lokale politie. Ze zijn bovendien belast met het opnemen van alle klachten of aangiften die hen ter kennis worden gebracht en dragen bij tot de bemiddeling die aan de algemene inspectie werd toevertrouwd.

**Art. 11.** Aan de dienst individuele onderzoeken worden toegewezen :

- 1° de uitvoering van de onderzoeken ten gevolge van klachten en aangiften;
- 2° de voeding en de exploitatie van de gegevensbank met betrekking tot klachten en aangiften, in coördinatie met het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten;
- 3° de uitvoering van de gerechtelijke opdrachten die door de gerechtelijke overheden aan de algemene inspectie worden toevertrouwd;
- 4° de uitvoering van de bemiddelingsopdrachten;
- 5° de uitvoering van de tuchtonderzoeken en het opstellen van de inleidende verslagen waarvoor de tuchtoverheid of de tuchtraad een beroep doet op de algemene inspectie;
- 6° de uitvoering van de operationele steunopdrachten ten voordele van het controleorgaan bedoeld in artikel 44/7 van de wet op het politieambt;
- 7° de medewerking bij het opstellen van het jaarverslag van de algemene inspectie.

**Art. 12.** De volgende opdrachten worden toegewezen aan de dienst statuten :

- 1° de samenstelling van de dossiers voor de voorstelling van de kandidaten en het organiseren van de zittingen van de nationale selectiecommissie voor hogere officieren;
- 2° de voorbereiding van de zittingen van de evaluatiecommissies voor de ambten van korpschef, van bestuurlijke directeur-coördinator en van gerechtelijke directeur;
- 3° de voorbereiding van de verschijningen van de inspecteur-generaal of van zijn afgevaardigde, in de hoedanigheid van deskundige, voor de tuchtraad;



4° la préparation des séances de la commission paritaire en matière de conduite des candidats agent auxiliaire et fonctionnaire de police;

5° la préparation des séances du conseil d'appel en matière d'évaluation;

6° la collaboration à la rédaction du rapport annuel de l'inspection générale.

**Art. 13.** Les modalités concernant l'appui de la police fédérale à l'inspection générale, visé notamment aux articles 11, 6° et 12, 6°, de l'arrêté royal du 3 septembre 2000, concernant le commissaire général et les directions générales de la police fédérale, font l'objet de directives contraignantes émanant du Ministre de l'Intérieur et concernent, entre autres :

1° l'appui logistique, la maintenance et le développement de l'infrastructure et des programmes télématiques de l'inspection générale;

2° la gestion de son personnel;

3° la préparation administrative et le suivi de son budget;

4° la préparation et l'exécution des marchés publics à son profit.

#### TITRE V. – Du fonctionnement

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. – Dispositions générales

**Art. 14.** Les membres du personnel sont, sous l'autorité et la direction de l'inspecteur général, chargés de tâches d'exécution relatives aux compétences attribuées à l'inspection générale.

**Art. 15.** L'inspection générale peut, en faisant preuve de la discrétion nécessaire, convoquer les membres de la police fédérale ou de la police locale aux fins de les entendre. La lettre de convocation stipule la nature de l'affaire et la qualité en laquelle le membre précité est convoqué. Hors le cas d'urgence dûment motivée, la date de l'audition ne peut être fixée avant l'écoulement d'un délai de trois jours ouvrables débutant le lendemain de la notification de la lettre de convocation.

**Art. 16.** L'inspection générale peut fixer des délais impératifs de réponse aux services ou aux membres de la police fédérale ou de la police locale, auxquels elle adresse des questions dans l'exécution de ses missions.

**Art. 17.** Lorsqu'une réclamation lui paraît fondée, l'inspection générale peut faire toutes les recommandations qui lui paraissent de nature à régler les difficultés dont elle a été saisie et, le cas échéant, toutes recommandations tendant à améliorer le fonctionnement du service concerné.

Elle est informée par écrit des suites données à ses recommandations.

**Art. 18.** Sans préjudice de l'article 147 de la loi, les modalités d'échange d'information entre la police fédérale et l'inspection générale et celles relatives à la coordination de l'exécution de leurs missions, font l'objet d'un protocole entre ces deux services, lequel est soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

**Art. 19.** Le Ministre de l'Intérieur détermine, sur avis de la commission permanente de la police locale, les modalités d'échange d'information entre la police locale et l'inspection générale, celles relatives à la coordination de l'exécution de leurs missions et celles concernant l'appui entre la police locale et l'inspection générale.

**Art. 20.** La coopération entre l'inspection générale et l'organe de contrôle visé à l'article 44/7 de la loi sur la fonction de police peut faire l'objet d'un protocole entre ces deux services, lequel est soumis à l'approbation conjointe des Ministres de l'Intérieur et de la Justice.

Ce protocole détermine les modalités de l'appui administratif et logistique et les conditions d'assistance dont bénéficie l'organe de contrôle, conformément à l'article 44/7 de la loi sur la fonction de police.

**Art. 21.** Les règles relatives au port de la tenue par les membres du personnel concernés sont déterminées par Nous.

**Art. 22.** L'organisation générale du service et la désignation des autorités visées aux articles 70 et 72 font l'objet d'un règlement d'ordre intérieur fixé par le Ministre de l'Intérieur.

4° de voorbereiding van de zittingen van de paritaire commissie met betrekking tot de toetsing van het gedrag van de kandidaten hulpagent en politieambtenaar;

5° de voorbereiding van de zittingen van de raad van beroep inzake evaluatie;

6° de medewerking bij het opstellen van het jaarverslag van de algemene inspectie.

**Art. 13.** De nadere regelen betreffende de steun van de federale politie aan de algemene inspectie, bedoeld in de artikelen 11, 6° en 12, 6°, van het koninklijk besluit van 3 september 2000 met betrekking tot de commissaris-generaal en de algemene directies van de federale politie, maken het voorwerp uit van dwingende richtlijnen van de Minister van Binnenlandse Zaken en betreffen onder meer :

1° de logistieke steun, de ontwikkeling en de ondersteuning van de infrastructuur en de telematicaprogramma's van de algemene inspectie;

2° het beheer van haar personeel;

3° de administratieve voorbereiding en de bewaking van de voortgang van haar begroting;

4° de voorbereiding en de uitvoering van de overheidsopdrachten te haren behoeve.

#### TITEL V. – De werking

##### HOOFDSTUK I. – Algemene bepalingen

**Art. 14.** De personeelsleden zijn, onder het gezag en de leiding van de inspecteur-generaal, belast met uitvoeringstaken met betrekking tot de bevoegdheden die aan de algemene inspectie zijn toegekend.

**Art. 15.** De algemene inspectie kan, met de daartoe nodige discretie, de leden van de federale politie of van de lokale politie oproepen om ze te verhoren. De oproepingsbrief vermeldt de aard van de zaak en specificiert in welke hoedanigheid het voornoemde lid wordt opgeroepen. Behoudens gemotiveerde dringende noodzakelijkheid, kan de datum van het verhoor niet vastgelegd worden voor het verstrijken van een termijn van drie werkdagen, te rekenen vanaf de dag na de kennisgeving van de oproepingsbrief.

**Art. 16.** De algemene inspectie kan dwingende antwoordtermijnen opleggen aan de diensten of aan de leden van de federale politie of van de lokale politie, waaraan ze vragen richt in de uitvoering van haar opdrachten.

**Art. 17.** Wanneer zij een klacht gegrond acht, kan de algemene inspectie alle aanbevelingen doen die een oplossing lijken te bieden voor de moeilijkheden die haar worden voorgelegd alsmede, in voorkomend geval, alle aanbevelingen doen die de werking van de betrokken dienst kunnen verbeteren.

Zij wordt schriftelijk op de hoogte gebracht van het gevolg dat gegeven wordt aan haar aanbevelingen.

**Art. 18.** Onverminderd artikel 147 van de wet, maken de nadere regelen van informatie-uitwisseling tussen de federale politie en de algemene inspectie en die met betrekking tot de coördinatie van de uitvoering van hun opdrachten, het voorwerp uit van een protocol tussen die twee diensten, dat wordt goedgekeurd door de Minister van Binnenlandse Zaken.

**Art. 19.** De Minister van Binnenlandse Zaken bepaalt, op advies van de vaste commissie van de lokale politie, de nadere regelen van informatie-uitwisseling tussen de lokale politie en de algemene inspectie, die met betrekking tot de coördinatie van de uitvoering van hun opdrachten en die betreffende de steun tussen de lokale politie en de algemene inspectie.

**Art. 20.** De samenwerking tussen de algemene inspectie en het controleorgaan bedoeld in artikel 44/7 van de wet op het politieambt, kan het voorwerp uitmaken van een protocol tussen die twee diensten, dat wordt onderworpen aan de gezamenlijke goedkeuring van de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie.

De nadere regels van de logistieke en administratieve ondersteuning en de bijstandsvoorwaarden die het controleorgaan geniet overeenkomstig artikel 44/7 van de wet op het politieambt, worden in dit protocol vastgelegd.

**Art. 21.** De regels betreffende het dragen van het uniform door de betrokken personeelsleden worden door Ons bepaald.

**Art. 22.** De algemene organisatie van de dienst en de aanwijzing van de overheden bedoeld in de artikelen 70 en 72, maken het voorwerp uit van een huishoudelijk reglement vastgesteld door de Minister van Binnenlandse Zaken.



**Art. 23.** Le rapport annuel, visé à l'article 9, 2°, est adressé aux Ministres de l'Intérieur et de la Justice ainsi qu'au président du conseil fédéral de police et aux organisations syndicales représentatives.

**Art. 24.** Le commissaire général informe l'inspection générale de tout projet de disposition légale ou réglementaire relatif au statut administratif, disciplinaire, pécuniaire ou syndical des membres des services de police.

**Art. 25.** Le commissaire général porte à la connaissance de l'inspection générale les règlements, directives internes ou documents réglant le comportement des membres des services de police, ainsi que ceux relatifs à l'exercice des missions de police.

#### CHAPITRE II. – De la procédure d'inspection

**Art. 26.** L'inspection des unités et services est initiée sur base, d'une part, de l'analyse des plaintes reçues par l'inspection générale et, d'autre part, des procédures et directives réglementaires en vigueur. Elle concerne en premier lieu le service ou le corps inspecté et ensuite les manquements individuels.

**Art. 27.** Les missions d'inspection exécutées d'initiative font l'objet d'un plan général d'action proposé annuellement par l'inspecteur général aux Ministres de l'Intérieur et de la Justice.

**Art. 28.** L'inspection générale avise respectivement le commissaire général, le chef de corps, le bourgmestre ou le président du collège de police de son intervention, au plus tard le jour de celle-ci.

**Art. 29.** L'inspecteur général veille à l'équilibre entre l'exécution des enquêtes judiciaires et l'exécution des missions d'inspection et de contrôle. A cette fin, il organise les concertations nécessaires avec les autorités compétentes.

#### CHAPITRE III. – Du traitement des plaintes et dénonciations

**Art. 30.** Toute personne physique ou morale qui estime qu'un service de police ou que l'un de ses membres n'a pas agi conformément à ses missions ou à sa déontologie, peut introduire une plainte ou une dénonciation auprès de l'inspection générale.

Lorsque la plainte ou la dénonciation émane d'un membre des services de police, ce dernier n'est pas tenu d'en informer son autorité hiérarchique.

**Art. 31.** Toute plainte ou dénonciation est actée et répertoriée à la date de sa réception.

Sans préjudice de l'article 28quinquies, § 1<sup>er</sup>, du Code d'instruction criminelle, l'inspection générale informe sans délai la personne ou le service concerné, ainsi que le commissaire général ou le chef de corps concerné, de l'existence d'une plainte ou d'une dénonciation.

Dans le mois de la réception, le plaignant ou le dénonciateur est avisé, par écrit, du fait que sa plainte ou sa dénonciation est examinée.

**Art. 32.** Les chefs de corps de la police locale et le commissaire général de la police fédérale ou le service qu'ils désignent, informent l'inspection générale des plaintes et dénonciations qui leur sont adressées ainsi que des suites qui leur sont réservées, sous forme de relevé hebdomadaire, dont le contenu est déterminé par le Ministre de l'Intérieur.

**Art. 33.** L'inspection générale dispose d'un droit d'évocation pour toutes les plaintes ou dénonciations introduites auprès des unités et services de police.

**Art. 34.** Il n'est pas donné suite à une plainte ou à une dénonciation dépourvue de caractère pénal lorsque :

1° elle est manifestement sans objet, ou lorsqu'il existe insuffisamment d'éléments pour commencer l'enquête;

2° sans préjudice de l'article 33, les faits sont examinés par une autre instance compétente;

3° les faits ou situations tombent en dehors des compétences de l'inspection générale;

4° la plainte ou la dénonciation est anonyme, sauf si une enquête est justifiée par la gravité des faits.

La décision de ne pas donner suite à une plainte ou dénonciation est motivée. Elle est notifiée par écrit à la partie qui a déposé la plainte ou fait la dénonciation ainsi qu'au service ou à la personne qui en fait l'objet.

**Art. 23.** Het jaarverslag bedoeld in artikel 9, 2°, wordt toegestuurd aan de Ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie alsmede aan de voorzitter van de federale politieraad en aan de representatieve vakorganisaties.

**Art. 24.** De commissaris-generaal licht de algemene inspectie in over elk ontwerp van wets- of verordeningsbepaling betreffende het administratief, tuchtrechtelijk, geldelijk of vakbondsstatuut van de personeelsleden van de politiediensten.

**Art. 25.** De commissaris-generaal brengt ter kennis van de algemene inspectie de interne reglementen en richtlijnen alsook de documenten die het gedrag van de personeelsleden van de politiediensten regelen, evenals die met betrekking tot de uitvoering van de politieopdrachten.

#### HOOFDSTUK II. – De inspectieprocedure

**Art. 26.** Tot de inspectie van eenheden en diensten wordt overgegaan op basis van, enerzijds, de analyse van de door de algemene inspectie ontvangen klachten en, anderzijds, de geldende reglementaire procedures en richtlijnen. Ze betreft in eerste instantie de geïnspecteerde dienst of het geïnspecteerde corps en vervolgens de individuele tekortkomingen.

**Art. 27.** De op initiatief uitgevoerde inspectieopdrachten maken het voorwerp uit van een algemeen actieplan dat jaarlijks door de inspecteur-generaal aan de Ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie wordt voorgelegd.

**Art. 28.** De algemene inspectie licht, ten laatste op de dag zelf, respectievelijk de commissaris-generaal, de korpschef, de burgemeester of de voorzitter van het politiecollege in over haar optreden.

**Art. 29.** De inspecteur-generaal waakt over het evenwicht tussen de uitvoering van de gerechtelijke onderzoeken en de uitvoering van de inspectie- en controleopdrachten. Hiertoe organiseert hij het nodige overleg met de bevoegde overheden.

#### HOOFDSTUK III. – Behandeling van klachten en aangiften

**Art. 30.** Elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die oordeelt dat een politiedienst of één van zijn leden niet heeft gehandeld in overeenstemming met zijn opdrachten of zijn deontologie, kan een klacht of een aangifte indienen bij de algemene inspectie.

Wanneer de klacht of de aangifte van een personeelslid van de politiediensten uitgaat, is deze laatste niet gehouden de hiërarchische overheid ervan op de hoogte te stellen.

**Art. 31.** Elke klacht of aangifte wordt opgenomen en geregistreerd op de datum van haar ontvangst.

Onverminderd artikel 28quinquies, § 1, van het Wetboek van Strafvordering, stelt de algemene inspectie onverwijld de betrokken dienst of persoon evenals de commissaris-generaal of de betrokken korpschef, op de hoogte van het bestaan van de klacht of de aangifte.

Binnen de maand van de ontvangst wordt de klager of aangever schriftelijk ingelicht over het feit dat zijn klacht of aangifte wordt onderzocht.

**Art. 32.** De korpschefs van de lokale politie en de commissaris-generaal van de federale politie of de door hen aangewezen dienst, lichten, in de vorm van een wekelijks verslag waarvan de inhoud door de Minister van Binnenlandse Zaken wordt bepaald, de algemene inspectie in over de bij hen ingediende klachten en aangiften alsook over de gevolgen die eraan worden gegeven.

**Art. 33.** De algemene inspectie beschikt over een evocatierecht voor alle klachten of aangiften die bij de eenheden en politiediensten worden ingediend.

**Art. 34.** Er wordt geen gevolg gegeven aan een klacht of een aangifte zonder strafrechtelijk karakter indien :

1° ze kennelijk zonder voorwerp is, of indien er onvoldoende elementen zijn om een onderzoek te starten;

2° onverminderd artikel 33, de feiten reeds door een andere bevoegde instantie onderzocht worden;

3° de feiten of toestanden buiten het bevoegdheidsdomein van de algemene inspectie vallen;

4° de klacht of aangifte anoniem is, tenzij de aangeklaagde feiten zwaarwichtig genoeg zijn om toch een onderzoek uit te voeren.

De beslissing om geen gevolg te geven aan een klacht of aangifte wordt met redenen omkleed. Ze wordt schriftelijk ter kennis gebracht van de partij die de klacht heeft ingediend of de aangifte heeft gedaan, alsook van de dienst of de persoon tegen wie die was gericht.

**Art. 35.** L'examen d'une plainte ou d'une dénonciation peut être suspendu lorsque le fait dénoncé fait l'objet d'une poursuite pénale ou disciplinaire ou d'un recours administratif organisé.

L'inspection générale informe, par écrit, le plaignant de la suspension de l'examen de sa réclamation.

**Art. 36.** L'inspecteur général prend en considération les cas où l'anonymat d'une personne doit être préservé en raison de représailles possibles.

L'identité de la personne physique, auteur d'une plainte ou d'une dénonciation interne, n'est communiquée aux personnes visées à l'article 31, alinéa 2, que lorsqu'il apparaît que la plainte ou la dénonciation était non fondée.

Par plaintes internes, on entend les plaintes émanant d'un membre du personnel de la police fédérale ou de la police locale ou d'une organisation syndicale.

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. L'inspection générale communique, par écrit, selon le cas, les conclusions de ses enquêtes au commissaire général ou au chef de corps intéressé ainsi qu'au service ou au membre du personnel concerné.

La clôture de l'enquête est signalée, par écrit, au plaignant ou à la personne ayant dénoncé les faits. Les conclusions de cette enquête lui sont communiquées en termes généraux.

Après clôture de l'enquête et sans préjudice de l'article 36, le membre du personnel ou le service concerné reçoit accès au dossier complet et en obtient, sur demande, une copie gratuite.

§ 2. Les enquêtes ou dossiers relatifs :

- aux plaintes ou aux dénonciations visées à l'article 34;
- à la médiation visée à l'article 38;
- à toute plainte ou dénonciation dont le caractère non fondé a été établi,

ne sont pas repris dans le dossier personnel du membre des services de police concerné.

#### CHAPITRE IV. - *De la médiation*

**Art. 38.** Lorsqu'un différend fondé, survenu entre un citoyen et un membre des services de police à l'occasion de l'exercice d'une de ses missions, paraît pouvoir être aplani par une médiation, l'inspection générale s'efforce de concilier les points de vue du plaignant et des services concernés. Il peut en être de même lorsqu'un différend de ce type survient entre les membres du personnel des services de police.

La procédure de médiation nécessite l'accord de toutes les parties concernées en personne par le différend et exclut, en cas d'issue favorable, toute autre procédure disciplinaire ou administrative basée sur ce différend.

### TITRE VI. - *Du personnel*

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. - *Les catégories du personnel*

**Art. 39.** Le personnel de l'inspection générale se compose des catégories du personnel suivantes :

- 1° des fonctionnaires de police issus de la police fédérale ou d'un corps de police locale;
- 2° des membres issus du cadre administratif et logistique de la police fédérale ou d'un corps de police locale.

#### CHAPITRE II. - *La sélection des membres du personnel*

##### Section 1<sup>er</sup>. - *Dispositions communes*

**Art. 40.** Tout candidat pour l'inspection générale doit satisfaire aux conditions d'admission générales suivantes :

- 1° être de conduite irréprochable;
- 2° répondre au profil exigé;
- 3° réussir les épreuves de sélection respectives et s'y classer en ordre utile.

**Art. 41.** Sans préjudice des articles 44 et 53, les profils visés à l'article 40, 2°, sont fixés par le Ministre de l'Intérieur sur proposition de l'inspecteur général.

**Art. 35.** Het onderzoek van een klacht of aangifte kan worden opgeschort wanneer het aangegeven feit het voorwerp uitmaakt van een gerechtelijke of tuchtrechtelijke vervolging of van een georganiseerd administratief beroep.

De algemene inspectie bericht de klager schriftelijk over de opschorting van het onderzoek van zijn klacht.

**Art. 36.** De inspecteur-generaal beoordeelt de gevallen waarin de anonimiteit van een persoon moet worden bewaard wegens mogelijke wraakacties.

De identiteit van de natuurlijke persoon, auteur van een interne klacht of aangifte, wordt slechts medegedeeld aan de in artikel 31, tweede lid, bedoelde personen wanneer gebleken is dat de klacht of de aangifte ongegrond was.

Interne klachten zijn klachten die uitgaan van een personeelslid van de federale politie of van de lokale politie of van een syndicale organisatie.

**Art. 37.** § 1. De algemene inspectie deelt schriftelijk, naar gelang van het geval, de besluiten van haar onderzoeken mede aan de commissaris-generaal of aan de betrokken korpschef evenals aan de dienst of aan de persoon die er het voorwerp van uitmaakt.

De klager of de persoon die de feiten heeft aangegeven, wordt schriftelijk ingelicht over het sluiten van het onderzoek. Het resultaat van dat onderzoek wordt hem in algemene bewoordingen meegedeeld.

Na het afsluiten van het onderzoek en onverminderd artikel 36, krijgt de betrokken dienst of het betrokken personeelslid, inzage in het volledig dossier en bekomt, op aanvraag, een gratis afschrift ervan.

§ 2. De onderzoeken of dossiers met betrekking tot :

- de in artikel 34, bedoelde klachten en aangiften;
- de in artikel 38, bedoelde bemiddeling;
- elke klacht of aangifte waarvan het ongegrond karakter werd vastgesteld,

worden niet opgenomen in het persoonlijk dossier van het betrokken lid van de politiediensten.

#### HOOFDSTUK IV. - *De bemiddeling*

**Art. 38.** Wanneer een gegrond meningsverschil tussen een burger en een lid van de politiediensten, naar aanleiding van de uitvoering van één van zijn opdrachten, door bemiddeling kan worden bijgelegd, tracht de algemene inspectie de standpunten van de klager en de betrokken diensten te verzoenen. Hetzelfde geldt wanneer een zodanig geschil tussen de personeelsleden van de politiediensten rijst.

De bemiddelingsprocedure vereist het akkoord van alle in het geschil persoonlijk betrokken partijen en sluit, bij gunstige afloop, alle andere met betrekking tot het geschil gevoerde tuchtrechtelijke of administratieve procedures uit.

### TITEL VI. - *Het personeel*

#### HOOFDSTUK I. - *De personeelscategorieën*

**Art. 39.** Het personeel van de algemene inspectie is samengesteld uit de volgende personeelscategorieën :

- 1° politieambtenaren afkomstig uit de federale politie of een korps van de lokale politie;
- 2° leden afkomstig van het administratief en logistiek kader van de federale politie of van een korps van de lokale politie.

#### HOOFDSTUK II. - *De selectie van de personeelsleden*

##### Afdeling 1. - *Gemeenschappelijke bepalingen*

**Art. 40.** Elke kandidaat voor de algemene inspectie moet voldoen aan de volgende algemene toelatingsvoorwaarden :

- 1° van onberispelijk gedrag zijn;
- 2° beantwoorden aan het opgelegde profiel;
- 3° slagen in en nuttig gerangschikt zijn voor de respectieve selectieproeven.

**Art. 41.** Onverminderd de artikelen 44 en 53, worden de in artikel 40, 2°, bedoelde profielen vastgesteld door de Minister van Binnenlandse Zaken op voorstel van de inspecteur-generaal.

**Art. 42.** Dans les limites des crédits alloués à l'inspection générale, l'inspecteur général décide de déclarer vacante, pour telle catégorie visée à l'article 39, une fonction au sein de l'inspection générale.

L'inspecteur général peut déclarer vacante une fonction qui le deviendra sous peu.

**Art. 43.** Pour la sélection des candidats, l'inspecteur général peut faire appel au bureau de sélection des autorités fédérales (SELOR) ainsi qu'à la direction générale des ressources humaines de la police fédérale.

Lorsqu'il est fait appel aux services du SELOR, la procédure de sélection est fixée de commun accord entre l'administrateur délégué du SELOR et l'inspecteur général.

*Section 2.* - Dispositions spécifiques relatives aux membres du personnel visés à l'article 39, 1°

Sous-section 1<sup>re</sup>.  
Les conditions d'admission spécifiques

**Art. 44.** Le fonctionnaire de police, candidat pour l'inspection générale, doit également satisfaire aux conditions d'admission spécifiques suivantes :

- 1° compter au moins dix ans d'ancienneté de service;
- 2° servir de manière irréprochable;
- 3° posséder une bonne connaissance du fonctionnement des services de police;
- 4° présenter les qualités nécessaires de loyauté, de discrétion et d'intégrité.

La condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° doit être remplie à la date visée à l'article 45, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°.

Sous-section 2. - La procédure de sélection

**Art. 45.** L'inspecteur général détermine :

- 1° le mode de sélection pour les emplois déclarés vacants, qui peut comprendre une ou plusieurs des modalités de sélection visées à l'article 50;
- 2° les cas où une évaluation spécifique est requise;
- 3° la date ultime d'introduction des candidatures;
- 4° le cas échéant, la composition de la commission de sélection.

Nonobstant le 2°, les conditions visées à l'article 44, 2° et 4° font toujours l'objet d'une évaluation spécifique par l'autorité fonctionnelle.

**Art. 46.** L'inspecteur général communique sans délai au directeur général les emplois déclarés vacants, appelés ci-après les places vacantes.

**Art. 47.** Le directeur général lance un appel aux candidatures, pour les places vacantes, aux membres du personnel des services de police qui entrent en considération pour la fonction.

Cet appel comporte au moins les données suivantes :

- 1° une brève description fonctionnelle des emplois à conférer et l'adresse du service où une description détaillée et toute autre explication peuvent être obtenues;
- 2° le profil souhaité;
- 3° le lieu habituel de travail;
- 4° les catégories du personnel qui peuvent répondre à l'offre d'emploi;
- 5° la date limite d'introduction des candidatures laquelle ne peut être fixée avant un délai de 16 jours après la parution de l'appel aux candidatures;
- 6° le mode de sélection des candidats, conformément à l'article 45, 1° et 4°.

**Art. 48.** § 1<sup>er</sup>. Le membre du personnel introduit sa candidature auprès du directeur général.

Pour être valable, cette candidature doit :

- 1° être effectuée au moyen du formulaire type déterminé par le Ministre de l'Intérieur;
- 2° soit être envoyée par lettre recommandée, soit être remise contre accusé de réception au supérieur hiérarchique;
- 3° être introduite au plus tard à la date déterminée à l'article 47, alinéa 2, 5°.

**Art. 42.** Binnen de grenzen van de aan de algemene inspectie toegekende kredieten, beslist de inspecteur-generaal of en voor welke van de categorieën bedoeld in artikel 39 een betrekking binnen de algemene inspectie vacant wordt verklaard.

De inspecteur-generaal kan een betrekking vacant verklaren die binnen afzienbare tijd vacant wordt.

**Art. 43.** Voor de selectie van de kandidaten kan de inspecteur-generaal een beroep doen op het selectiebureau van de federale overheid (SELOR) evenals op de algemene directie personeel van de federale politie.

Als er een beroep wordt gedaan op de diensten van SELOR, dan wordt de selectieprocedure vastgelegd door de afgevaardigde bestuurder, in samenspraak met de inspecteur-generaal.

*Afdeling 2.* - Specifieke bepalingen met betrekking tot de personeelsleden bedoeld in artikel 39, 1°

Onderafdeling 1.  
De specifieke toelatingsvoorwaarden

**Art. 44.** De politieambtenaar die kandidaat is voor de algemene inspectie moet bovendien voldoen aan de volgende specifieke toelatingsvoorwaarden :

- 1° ten minste tien jaar dienstanciënniteit tellen;
- 2° een onberispelijke wijze van dienen hebben;
- 3° een goede kennis van de werking van de politiediensten hebben;

4° de nodige kwaliteiten inzake loyaliteit, discretie en integriteit bezitten.

De in het eerste lid, 1° bedoelde voorwaarde moet vervuld zijn op de datum bedoeld in artikel 45, eerste lid, 3°.

Onderafdeling 2. - De selectieprocedure

**Art. 45.** De inspecteur-generaal beslist over :

- 1° de wijze van selectie voor de vacant verklaarde betrekkingen onder één of meerdere van de selectiemodaliteiten bedoeld in artikel 50;
- 2° de gevallen waarvoor een specifieke evaluatie wordt vereist;
- 3° de uiterste datum van indienen van de kandidaatstellingen;
- 4° in voorkomend geval, de samenstelling van de selectiecommissie.

Niettegenstaande het 2° maken de voorwaarden, bedoeld in artikel 44, 2° en 4°, steeds het voorwerp uit van een specifieke evaluatie door de functionele overheid.

**Art. 46.** De inspecteur-generaal deelt de vacant verklaarde betrekkingen, hierna "vacatures" genoemd, onverwijld mee aan de directeur-generaal.

**Art. 47.** De directeur-generaal doet een oproep tot kandidaatstelling voor de vacatures tot de voor de betrekking in aanmerking komende personeelsleden van de politiediensten.

Deze oproep bevat minstens de volgende gegevens :

- 1° een korte functiebeschrijving van de te begeven betrekking en het adres van de dienst waar een uitgebreide beschrijving en alle nadere toelichtingen te verkrijgen zijn;
- 2° het gewenste profiel;
- 3° de gewone plaats van het werk;
- 4° de categorieën van het personeel die zich voor de vacature mogen inschrijven;
- 5° de uiterste datum van indiening van de kandidaatstellingen die niet vroeger mag vallen dan 16 dagen na de verschijning van de oproep tot kandidaatstelling;
- 6° de wijze van selectie onder de kandidaten overeenkomstig artikel 45, 1° en 4°.

**Art. 48.** § 1. Het personeelslid dient zijn kandidaatstelling in bij de directeur-generaal.

Om geldig te zijn moet deze kandidaatstelling :

- 1° gebeuren op het door de Minister van Binnenlandse Zaken bepaalde modelformulier;
- 2° hetzij gestuurd zijn per aangetekende brief, hetzij tegen ontvangstbewijs overhandigd worden aan de hiërarchische meerdere;
- 3° ingediend zijn ten laatste op de in artikel 47, tweede lid, 5°, bepaalde datum;

4° être accompagnée de la fiche de mobilité, dont le contenu est déterminé par le Ministre de l'Intérieur.

§ 2. Le supérieur hiérarchique visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, transmet sans délai le dossier de candidature au directeur général.

**Art. 49.** Le directeur général communique, sans délai, les candidatures à l'inspecteur général.

**Art. 50.** En ce qui concerne le mode de sélection pour les places vacantes, l'inspecteur général peut opérer un choix consistant dans l'une ou plusieurs des modalités de sélection suivantes :

1° la tenue d'une interview avec les différents candidats à laquelle un observateur de chaque organisation syndicale représentative peut assister;

2° une demande d'avis du chef de corps du candidat ou du directeur général ou de l'officier que celui-ci désigne dans la direction générale dont dépend le candidat;

3° une demande d'avis d'une commission de sélection qui entend les candidats.

Les modalités visées à l'alinéa premier peuvent s'accompagner d'épreuves ou de tests d'aptitude déterminés par l'inspecteur général.

**Art. 51.** La commission de sélection visée à l'article 50, 3°, se compose d'un représentant du Ministre de l'Intérieur, d'un représentant du Ministre de la Justice et de trois membres du personnel, au moins, désignés par l'inspecteur général.

**Art. 52.** Nonobstant le mode de sélection choisi conformément à l'article 50, l'avis de la commission visée à l'article 51 est toujours recueilli lorsque la fonction à conférer concerne un emploi pour le cadre d'officiers.

### Section 3. - Dispositions spécifiques relatives aux membres du personnel visés à l'article 39, 2°

#### Sous-section 1<sup>re</sup>. - Les conditions d'admission spécifiques

**Art. 53.** Le membre du personnel du cadre administratif et logistique de la police fédérale ou d'un corps de police locale, qui est candidat pour l'inspection générale, doit également satisfaire aux conditions d'admission spécifiques suivantes :

1° pour les fonctions d'autorité déterminées par l'inspecteur général, compter au moins dix ans d'ancienneté de service;

2° servir de manière irréprochable;

3° posséder, en fonction de l'emploi sollicité, une bonne connaissance du fonctionnement des services de police;

4° présenter les qualités nécessaires de loyauté, de discrétion et d'intégrité.

**Art. 54.** La condition visée à l'article 53, 1°, doit être remplie à la date visée à l'article 45, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°.

#### Sous-section 2. - La procédure de sélection

**Art. 55.** Les articles 45 à 51 inclus sont d'application conforme aux membres du personnel visés à la présente section.

**Art. 56.** Nonobstant le mode de sélection choisi conformément à l'article 50, l'avis de la commission visée à l'article 51 est toujours recueilli lorsque la fonction à conférer concerne un emploi du niveau A pour le cadre administratif et logistique.

## CHAPITRE III. - La désignation des membres du personnel

### Section 1<sup>re</sup>. - Dispositions communes

**Art. 57.** Le jour de leur admission, les membres du personnel statuaire prêtent serment entre les mains de l'inspecteur général, dans les termes de l'article 2 du décret du 20 juillet 1831, relatif au serment.

**Art. 58.** Lors de la désignation des fonctionnaires de police aux fonctions de l'inspection générale, une répartition proportionnelle, en fonction des effectifs respectifs, est recherchée entre les membres du personnel issus de la police fédérale et ceux issus de la police locale.

4° vergezeld worden door de mobiliteitsfiche waarvan de inhoud wordt bepaald door de Minister van Binnenlandse Zaken.

§ 2. De hiërarchische meerdere, bedoeld in § 1, tweede lid, 2°, zendt onverwijld het dossier van de kandidaatstelling naar de directeur-generaal.

**Art. 49.** De directeur-generaal deelt de kandidaatstellingen onverwijld mee aan de inspecteur-generaal.

**Art. 50.** De inspecteur-generaal kan, wat de wijze van selectie betreft voor de vacatures, een keuze maken bestaande uit één of meerdere van de volgende selectiemodaliteiten :

1° het houden van een interview met de verschillende kandidaten, waarbij een waarnemer van elke representatieve vakorganisatie aanwezig mag zijn;

2° het inwinnen van het advies van de korpschef van de kandidaat of van de directeur-generaal of de door deze aangewezen officier van de algemene directie waaronder de kandidaat ressorteert;

3° het inwinnen van het advies van een selectiecommissie die de kandidaten hoort.

De in het eerste lid bedoelde modaliteiten kunnen gepaard gaan met het organiseren van door de inspecteur-generaal bepaalde testen of geschiktheidsproeven.

**Art. 51.** De in artikel 50, 3°, bedoelde selectiecommissie bestaat uit een afgevaardigde van de Minister van Binnenlandse Zaken, een afgevaardigde van de Minister van Justitie en van ten minste drie personeelsleden aangewezen door de inspecteur-generaal.

**Art. 52.** Ongeacht de overeenkomstig artikel 50 gekozen selectiemodaliteit zal steeds het advies van de in artikel 51 bedoelde selectiecommissie worden ingewonnen indien de te begeven betrekking een ambt voor het officierskader betreft.

### Afdeling 3. - Specifieke bepalingen met betrekking tot de personeelsleden bedoeld in artikel 39, 2°

#### Onderafdeling 1. - De specifieke toelatingsvoorwaarden

**Art. 53.** Het personeelslid van het administratief en logistiek kader van de federale politie of van een corps van de lokale politie, dat kandidaat is voor de algemene inspectie, moet bovendien voldoen aan de volgende specifieke toelatingsvoorwaarden :

1° voor de door de inspecteur-generaal bepaalde gezaghebbende ambten, ten minste tien jaar dienstanciënniteit tellen;

2° een onberispelijke wijze van dienen hebben;

3° in functie van de beoogde betrekking, een goede kennis van de werking van de politiediensten hebben;

4° de nodige kwaliteiten inzake loyaliteit, discretie en integriteit bezitten.

**Art. 54.** De in artikel 53, 1°, bedoelde voorwaarde moet vervuld zijn op de datum bedoeld in artikel 45, eerste lid, 3°.

#### Onderafdeling 2. - De selectieprocedure

**Art. 55.** De artikelen 45 tot en met 51 zijn van overeenkomstige toepassing op de in deze afdeling bedoelde personeelsleden.

**Art. 56.** Ongeacht de overeenkomstig artikel 50 gekozen selectiemodaliteit zal steeds het advies van de in artikel 51 bedoelde selectiecommissie worden ingewonnen indien de te begeven betrekking een ambt van het niveau A voor het administratief en logistiek kader betreft.

## HOOFDSTUK III. - De aanwijzing van de personeelsleden

### Afdeling 1. - Gemeenschappelijke bepalingen

**Art. 57.** Op de dag van hun toelating leggen de statutaire personeelsleden de eed af in handen van de inspecteur-generaal, in de termen bepaald bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831, betreffende de eed.

**Art. 58.** Bij de toewijzing van de ambten van de algemene inspectie aan de politieambtenaren, wordt, rekening houdend met de respectieve effectieven, een evenredige verdeling betracht tussen de personeelsleden komende uit de federale politie en die komende uit de lokale politie.



*Section 2.* - Dispositions spécifiques relatives  
aux membres du personnel statutaire visés à l'article 39, 1° et 2°

**Art. 59.** L'inspecteur général compare les titres et mérites des candidats sur base des dossiers de candidature, des fiches de mobilité et des résultats de la sélection opérée conformément à l'article 50.

**Art. 60.** Lorsque l'emploi à conférer concerne une fonction d'officier ou de membre du personnel du niveau A, l'inspecteur général nous propose le candidat reconnu le plus apte pour être nommé dans la fonction et, le cas échéant, dans le grade correspondant, conformément à la procédure de promotion par accession au grade supérieur ou par accession à un cadre supérieur, telle que définie en application du statut visé à l'article 121 de la loi.

**Art. 61.** Lorsque l'emploi à conférer concerne une fonction autre que celle visée à l'article 60, l'inspecteur général propose le candidat, qu'il estime le plus apte, au Ministre de l'Intérieur qui nomme le candidat dans la fonction et, le cas échéant, dans le grade correspondant, conformément à la procédure de promotion par accession au grade supérieur ou par accession à un cadre supérieur, telle que définie en application du statut visé à l'article 121 de la loi.

**Art. 62.** La présentation visée aux articles 60 et 61, s'effectue, à l'exclusion des emplois visés aux articles 71 et 72, après une période d'essai de trois mois durant laquelle l'inspecteur général évalue le lauréat quant à ses prestations au sein de l'inspection générale.

Si le lauréat ne donne pas satisfaction, l'inspecteur général en communique les raisons à l'intéressé. Ce dernier dispose d'un délai de cinq jours ouvrables, à compter du lendemain du jour de la notification, pour introduire un mémoire.

Sur base du mémoire visé à l'alinéa 2, l'inspecteur général décide, soit de proposer l'intéressé pour nomination, soit de proposer au Ministre de l'Intérieur de renvoyer l'intéressé dans son corps d'origine.

**Art. 63.** Le Ministre de l'Intérieur, saisi par une proposition de renvoi, communique sans délai sa décision à l'intéressé qui, le cas échéant, rejoint son corps d'origine.

Durant la période d'essai, le lauréat peut demander à être renvoyé dans son corps d'origine.

**Art. 64.** Les nominations visées aux articles 60 et 61, se produisent avec effet rétroactif à la date de début de la période d'essai visée à l'article 62.

*Section 3.* - Disposition spécifique relative  
aux membres du personnel contractuel visés à l'article 39, 2°

**Art. 65.** Sur base des dossiers de candidature, des fiches de mobilité et des résultats de la sélection opérée conformément à l'article 50, l'inspecteur général compare les titres et mérites des candidats et engage celui qu'il juge le plus apte.

CHAPITRE IV. - *La position juridique des membres du personnel*

*Section 1<sup>re</sup>.* Dispositions communes

**Art. 66.** La gestion du contentieux relatif aux membres du personnel est assurée par le Ministre de l'Intérieur.

**Art. 67.** L'inspecteur général collabore à l'élaboration et veille à l'application des règles statutaires particulières des membres du personnel établies en vertu de l'article 149 de la loi.

**Art. 68.** Chaque membre du personnel reçoit une copie du règlement d'ordre intérieur visé à l'article 22.

*Section 2.* - Le statut de la personne qui n'est pas membre du personnel des services de police et qui est désignée par le mandat à la fonction d'inspecteur général

**Art. 69.** § 1<sup>er</sup>. Sur proposition conjointe du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Justice, après avis du conseil fédéral de police et par arrêté délibéré en conseil des Ministres, l'inspecteur général visé à la présente section est nommé par Nous.

*Afdeling 2.* - Specifieke bepalingen met betrekking  
tot de statutaire personeelsleden bedoeld in artikel 39, 1° en 2°

**Art. 59.** Op grond van de dossiers van de kandidaatstellingen, de mobiliteitsfiches en de resultaten van de overeenkomstig artikel 50 gekozen selectie, vergelijkt de inspecteur-generaal de aanspraken en verdiensten van de kandidaten.

**Art. 60.** Betreft de te begeven betrekking een betrekking voor officier of voor een personeelslid van niveau A, dan draagt de inspecteur-generaal de door hem meest geschikt bevonden kandidaat aan Ons voor om te worden benoemd in het ambt en, in voorkomend geval, in de overeenstemmende graad, overeenkomstig de procedure tot bevordering door verhoging in graad of door overgang naar een hoger kader, zoals bepaald bij toepassing van het statuut bedoeld in artikel 121 van de wet.

**Art. 61.** Betreft het een andere dan in artikel 60 bedoelde te begeven betrekking, dan draagt de inspecteur-generaal de door hem meest geschikt bevonden kandidaat voor aan de Minister van Binnenlandse Zaken die de kandidaat benoemt in het ambt en, in voorkomend geval, in de overeenstemmende graad, overeenkomstig de procedure tot bevordering door verhoging in graad of door overgang naar een hoger kader, zoals bepaald bij toepassing van het statuut bedoeld in artikel 121 van de wet.

**Art. 62.** De in artikelen 60 en 61, bedoelde voordracht geschiedt, met uitsluiting van de betrekkingen bedoeld in de artikelen 71 en 72, na een proefperiode van drie maanden binnen dewelke de inspecteur-generaal de laureaat beoordeelt op zijn functioneren binnen de algemene inspectie.

Voldoet de laureaat niet, dan deelt de inspecteur-generaal zijn grieven mee aan betrokkene. Deze laatste beschikt over vijf werkdagen te rekenen vanaf de dag na die van de kennisgeving om een verweerschrift in te dienen.

Op grond van het in het tweede lid bedoelde verweerschrift beslist de inspecteur-generaal ofwel om betrokkene voor benoeming voor te dragen, ofwel om aan de Minister van Binnenlandse Zaken voor te stellen betrokkene terug te zenden naar zijn korps van herkomst.

**Art. 63.** De Minister van Binnenlandse Zaken, geadieerd door een voorstel tot terugzending, deelt zijn beslissing onverwijld mee aan de betrokkene die, in voorkomend geval, zijn korps van herkomst vervoegt.

Gedurende de proefperiode kan de laureaat vragen om teruggezonden te worden naar zijn korps van herkomst.

**Art. 64.** De in artikelen 60 en 61, bedoelde benoemingen geschieden met terugwerkende kracht op de dag van aanvang van de in artikel 62 bedoelde proefperiode.

*Afdeling 3.* - Specifieke bepaling met betrekking  
tot de contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 39, 2°

**Art. 65.** Op grond van de dossiers van de kandidaatstellingen, de mobiliteitsfiche en de resultaten van de overeenkomstig artikel 50 gekozen selectie, vergelijkt de inspecteur-generaal de aanspraken en verdiensten van de kandidaten en neemt hij de door hem meest geschikt bevonden kandidaat in dienst.

HOOFDSTUK IV. - *De rechtspositie van de personeelsleden*

*Afdeling 1.* - Gemeenschappelijke bepalingen

**Art. 66.** Het beheer van de geschillen inzake de personeelsleden wordt behartigd door de Minister van Binnenlandse Zaken.

**Art. 67.** De inspecteur-generaal draagt bij tot de uitwerking en waakt over de toepassing van de bijzondere statutaire regels van de personeelsleden vastgesteld met toepassing van artikel 149 van de wet.

**Art. 68.** Elk personeelslid wordt een kopie van het in artikel 22 bedoelde huishoudelijk reglement ter hand gesteld.

*Afdeling 2.* - Het statuut van de persoon die geen personeelslid is van de politiedienst en die bij mandaat wordt aangewezen voor het ambt van inspecteur-generaal

**Art. 69.** § 1. Op gezamenlijke voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en van de Minister van Justitie, na advies van de federale politieraad en bij een in Ministerraad overlegd besluit, wordt de in deze afdeling bedoelde inspecteur-generaal door Ons benoemd.

§ 2. Nul ne peut être nommé inspecteur général si :

1° au jour de la nomination, il n'a pas quarante ans accomplis ou a atteint un âge qui ne lui permette pas de mener son mandat à terme;

2° il n'est pas titulaire d'un diplôme donnant accès aux emplois de niveau 1 dans les administrations de l'Etat;

3° il n'a pas justifié la connaissance de la langue française ou néerlandaise, autre que celle de son diplôme;

4° il ne répond pas au profil exigé pour la fonction d'inspecteur général.

§ 3. La nomination porte sur un mandat de cinq ans, renouvelable une fois pour la même durée.

§ 4. Les dispositions réglant le régime administratif et pécuniaire du personnel des ministères sont applicables à l'inspecteur général visé au § 1<sup>er</sup>. Son traitement ainsi que les règles relatives à sa situation à l'issue de son mandat sont déterminés par Nous.

§ 5. Par dérogation au § 4, première phrase, sont d'application à l'inspecteur général visé au § 1<sup>er</sup> :

1° la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police;

2° la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police;

3° les positions administratives, les congés, les dispenses de service et les non-activités tels que déterminés en application du statut visé à l'article 121 de la loi.

§ 6. L'inspecteur général prête serment entre les mains du Ministre de l'Intérieur, dans les termes fixés à l'article 2 du décret du 20 juillet 1831, relatif au serment.

§ 7. L'inspecteur général exerce son mandat conformément à la lettre de mission, déterminée conjointement par le Ministre de l'Intérieur et par le Ministre de la Justice, fixant les objectifs à atteindre et déterminant les moyens mis à sa disposition pour y parvenir. La lettre de mission est adaptée, par les mêmes autorités, en cas de modification essentielle des objectifs ou des moyens.

§ 8. Les règles relatives à l'évaluation de l'inspecteur général et celles relatives au renouvellement et à la fin de son mandat sont déterminées par le statut visé à l'article 121 de la loi.

### Section 3. - Dispositions spécifiques relatives aux membres du personnel statutaire visés à l'article 39, 1° et 2°

**Art. 70.** Les membres du personnel statutaire conservent leur statut tel qu'il est déterminé en application de l'article 121 de la loi étant cependant entendu que les autorités de l'inspection générale qui sont désignées dans le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 22 se substituent, pour l'application de ce statut, aux autorités compétentes respectives désignées en application du statut visé à l'article 121 de la loi.

La situation du membre du personnel, à l'issue de son mandat d'inspecteur général, est déterminée par Nous.

**Art. 71.** La promotion par accession au grade supérieur visée aux articles 60 et 61, peut également avoir lieu par la nomination à un emploi vacant d'officier supérieur à l'inspection générale.

**Art. 72.** La promotion par accession à un cadre supérieur, visée aux articles 60 et 61, peut également avoir lieu lorsque le Ministre de l'Intérieur admet l'intéressé au stage, dans un emploi vacant correspondant, à l'inspection générale. Dans ce cas, les règles relatives au stage et à la nomination, déterminées par le statut visé à l'article 121 de la loi sont d'application conforme, étant entendu cependant que le règlement visé à l'article 22 désigne les personnes de l'inspection générale qui exercent les compétences respectives dans le cadre de ce stage.

**Art. 73.** Le membre du personnel, fonctionnaire de police, candidat pour une fonction au sein des services de police et reconnu apte pour celle-ci, bénéficie de la priorité sur tous les autres candidats à cette fonction. Cette priorité, d'une durée d'un an, prend cours le premier jour de la sixième année suivant le jour visé à l'article 57.

**Art. 74.** Une période de priorité de deux années est allouée sous les conditions visées à l'article 73 à partir du début de la onzième année suivant le jour visé à l'article 57.

§ 2. Niemand kan inspecteur-generaal benoemd worden indien hij :

1° op de dag van de benoeming, niet de leeftijd van veertig jaar heeft bereikt of een leeftijd bereikt heeft die het voltooien van zijn mandaat niet toelaat;

2° geen houder is van een diploma dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau 1 in de rijksbesturen;

3° niet het bewijs heeft geleverd van de kennis van de andere taal, Nederlands of Frans, dan die van zijn diploma;

4° niet beantwoordt aan het voor het ambt van inspecteur-generaal vereiste profiel.

§ 3. De benoeming geldt voor een mandaat van vijf jaar en is éénmaal hernieuwbaar voor eenzelfde termijn.

§ 4. De bepalingen tot regeling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de ministeries zijn van toepassing op de inspecteur-generaal bedoeld in § 1. De wedde van de inspecteur-generaal evenals de regels met betrekking tot zijn toestand bij het beëindigen van zijn mandaat worden door Ons bepaald.

§ 5. In afwijking van § 4, eerste zin, zijn van toepassing op de inspecteur-generaal bedoeld in § 1 :

1° de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten;

2° de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten;

3° de administratieve standen, de verloven, de dienstvrijstellingen en de non-activiteiten zoals bepaald bij toepassing van het statuut bedoeld in artikel 121 van de wet.

§ 6. De inspecteur-generaal legt de eed af in handen van de Minister van Binnenlandse Zaken, in de termen bepaald bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831, betreffende de eed.

§ 7. De inspecteur-generaal oefent zijn mandaat uit in overeenstemming met de opdrachtbrief, gezamenlijk vastgesteld door de Minister van Binnenlandse Zaken en door de Minister van Justitie, waarin de te bereiken doelstellingen en de daartoe ter beschikking gestelde middelen zijn vervat. De opdrachtbrief wordt aangepast, door dezelfde overheden, ingevolge essentiële wijzigingen van de doelstellingen of van de middelen.

§ 8. De bepalingen met betrekking tot de evaluatie van de inspecteur-generaal, de hernieuwing en het beëindigen van zijn mandaat worden bepaald door het statuut bedoeld in artikel 121 van de wet.

### Afdeling 3. - Specifieke bepalingen met betrekking tot de statutaire personeelsleden bedoeld in artikel 39, 1° en 2°

**Art. 70.** De statutaire personeelsleden behouden hun statuut zoals vastgelegd in toepassing van artikel 121 van de wet met dien verstande evenwel dat in het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 22 de overheden binnen de algemene inspectie worden aangewezen die zich, voor de toepassing van dat statuut, substitueren aan de in het statuut bedoeld in artikel 121 van de wet aangewezen respectieve bevoegde overheden.

De toestand van het personeelslid, bij het beëindigen van zijn mandaat van inspecteur-generaal, wordt door Ons bepaald.

**Art. 71.** De bevordering door verhoging in graad bedoeld in de artikelen 60 en 61, kan ook geschieden door de benoeming in een vacante betrekking van hoger officier bij de algemene inspectie.

**Art. 72.** De bevordering door overgang naar een hoger kader, bedoeld in de artikelen 60 en 61, kan ook geschieden door toelating, door de Minister van Binnenlandse Zaken, van betrokkene tot de stage in een vacante overeenstemmende betrekking bij de algemene inspectie. In dat geval zijn de bepalingen met betrekking tot de stage en de benoeming, vervat in het statuut bedoeld in artikel 121 van de wet, van overeenkomstige toepassing, met dien verstande evenwel dat het in artikel 22 bedoelde reglement de personen binnen de algemene inspectie aanwijst die de respectieve bevoegdheden in het raam van die stage uitoefenen.

**Art. 73.** Het personeelslid dat politieambtenaar is en dat kandidaat is voor een betrekking in de politiediensten en hiervoor geschikt is bevonden, heeft voorrang op alle andere kandidaten voor die betrekking. Deze voorrang, die één jaar geldig is, gaat in vanaf de eerste dag van het zesde jaar na de in artikel 57 bedoelde dag.

**Art. 74.** Onder de voorwaarden bedoeld in artikel 73 wordt een voorrangstermijn van twee jaar toegekend vanaf het ingaan van het elfde jaar na de in artikel 57 bedoelde dag.

**Art. 75.** Lorsqu'il existe, au regard des articles 40, 1° et 2°, 44, 2° et 4°, ou 53, 2° et 4°, et des missions confiées à l'inspection générale, des motifs graves pour ce faire, l'inspecteur général peut, en tout temps, proposer au Ministre de l'Intérieur de renvoyer un membre du personnel dans un service de la police fédérale. Le renvoi des officiers se fait par Nous.

L'inspecteur général en communique les motifs au membre du personnel concerné. Ce dernier dispose d'un délai de quinze jours, débutant le lendemain de la notification, pour introduire un mémoire.

Sur base du mémoire précité, l'inspecteur général décide de poursuivre ou d'abandonner la procédure.

**Art. 76.** En cas d'abandon de la procédure de renvoi, les pièces relatives au dossier initial ne sont pas reprises dans le dossier personnel de l'intéressé.

**Art. 77.** Les articles 73, 74 et 75 ne sont pas applicables aux membres du personnel d'un service de police qui sont désignés pour une fonction à attribuer par mandat à l'inspection générale.

**Art. 78.** L'inspection générale examine les plaintes qui lui sont adressées par ses anciens membres qui estiment avoir fait l'objet de mesures préjudiciables en raison des fonctions qu'ils ont remplies au sein de l'inspection générale.

*Section 4. - Disposition spécifique relative aux membres du personnel contractuel visés à l'article 39, 2°*

**Art. 79.** Les articles 70, 75 et 76 sont d'application conforme aux membres du personnel visés à la présente section.

**TITRE VII. - Dispositions abrogatoires, transitoires et finales**

*CHAPITRE I<sup>er</sup>. - Disposition abrogatoire*

**Art. 80.** Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 4 novembre 1987 sur l'inspection générale de la gendarmerie, modifié par l'arrêté royal du 23 juin 1994;

2° l'arrêté royal du 30 mars 1995 créant une inspection générale de la police judiciaire près les parquets.

*CHAPITRE II. - Dispositions transitoires*

**Art. 81.** Pour l'application de la présente section, il faut comprendre par :

1° "fonction d'autorité": tout emploi qui comprend l'exercice de l'autorité et qui, au sein de l'inspection générale, est qualifié en tant que tel par l'inspecteur général;

2° "l'arrêté royal": l'arrêté royal du 31 octobre 2000 fixant les conditions et les modalités de la première désignation à certains emplois de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale.

**Art. 82.** La première désignation aux emplois d'inspecteur général adjoint s'effectue conformément aux dispositions relatives à la désignation aux emplois de directeur, visées aux chapitres II et III de l'arrêté royal, à l'exception de l'article 8, § 6, alinéa 5.

**Art. 83.** Par dérogation aux articles 44, 1°, 45, 47, 2°, 3° et 6°, 48 à 52 inclus, 53, 1°, 54, 55 dans la mesure des dérogations qui précèdent, et 56, et sans préjudice des dispositions relatives au temps de présence, déterminées en application du statut visé à l'article 121 de la loi, l'inspecteur général, désigné en application du chapitre Ier de l'arrêté royal, désigne parmi les membres du personnel de la police fédérale et les membres du personnel visés à l'article 235 de la loi, qui passent à la police locale, pour autant que ceux-ci y consentent, certains membres du personnel à une fonction d'autorité, de concert avec, respectivement, le commissaire général de la police fédérale désigné en application du chapitre Ier de l'arrêté royal ou le chef de corps du corps de police communale concerné.

L'attribution des emplois visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> garantit, dans la mesure du possible et en fonction des missions confiées à l'inspection générale, une répartition proportionnelle des emplois aux personnes visées à l'article 91 ainsi qu'aux anciens membres de la police judiciaire, de la police communale ou de la gendarmerie.

**Art. 75.** Zo daar, gelet op de artikelen 40, 1° en 2°, 44, 2° en 4°, of 53, 2° en 4°, en op de aan de algemene inspectie toevertrouwde opdrachten, ernstige redenen toe zijn, kan de inspecteur-generaal, te allen tijde, aan de Minister van Binnenlandse Zaken voorstellen een personeelslid terug te zenden naar een dienst van de federale politie. Voor de officieren geschiedt die terugzending door Ons.

De inspecteur-generaal deelt zijn motieven daarvoor mee aan het betrokken personeelslid. Deze laatste beschikt over vijftien dagen te rekenen vanaf de dag na die van de kennisgeving, om een verweerschrift in te dienen.

Op grond van voormeld verweerschrift beslist de inspecteur-generaal al dan niet tot voortzetting van de procedure.

**Art. 76.** In geval van gestaakte procedure van terugzending, worden de stukken met betrekking tot het initiële dossier niet opgenomen in het persoonlijk dossier van betrokkene.

**Art. 77.** De artikelen 73, 74 en 75 zijn niet van toepassing op de personeelsleden van een politiedienst die voor een bij mandaat te begeben ambt in de algemene inspectie worden aangewezen.

**Art. 78.** De algemene inspectie onderzoekt de klachten die bij haar worden ingediend door haar gewezen leden die menen dat er jegens hen nadelige maatregelen werden getroffen wegens de functies die ze in de schoot van de algemene inspectie hebben vervuld.

*Afdeling 4. - Specifieke bepaling met betrekking tot de contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 39, 2°*

**Art. 79.** De artikelen 70, 75 en 76 zijn van overeenkomstige toepassing op de in deze afdeling bedoelde personeelsleden.

**TITEL VII. - Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen**

*HOOFDSTUK I. - Opheffingsbepaling*

**Art. 80.** Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 4 november 1987 betreffende de algemene inspectie van de rijkswacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 juni 1994;

2° het koninklijk besluit van 30 maart 1995 tot oprichting van een algemene inspectie van de gerechtelijke politie bij de parketten.

*HOOFDSTUK II. - Overgangsbepalingen*

**Art. 81.** Voor de toepassing van deze afdeling moet worden begrepen onder :

1° "gezaghebbend ambt" : iedere betrekking die een gezagsuitoefening inhoudt en die binnen de algemene inspectie als dusdanig wordt bepaald door de inspecteur-generaal;

2° "het koninklijk besluit" : het koninklijk besluit van 31 oktober 2000 houdende vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten van de eerste aanstelling tot bepaalde betrekkingen voor de federale politie en de algemene inspectie van de federale politie en de lokale politie.

**Art. 82.** De eerste aanstelling tot de betrekkingen van adjunct-inspecteur-generaal geschiedt overeenkomstig de bepalingen met betrekking tot de aanstelling tot de betrekking van directeur bedoeld in de hoofdstukken II en III van het koninklijk besluit, met uitzondering van artikel 8, § 6, vijfde lid.

**Art. 83.** In afwijking van de artikelen 44, 1°, 45, 47, 2°, 3° en 6°, 48 tot en met 52, 53, 1°, 54, 55 in de mate van de voorgaande afwijkingen, en 56, en onverminderd de bepalingen met betrekking tot de aanwezigheidstermijn vastgelegd in het statuut bedoeld in artikel 121 van de wet, wijst de inspecteur-generaal, aangewezen bij toepassing van hoofdstuk I van het koninklijk besluit, onder de personeelsleden van de federale politie en onder de in artikel 235 van de wet bedoelde personeelsleden die overgaan naar de lokale politie, bepaalde personeelsleden, voor zover die daarmee instemmen, aan voor een gezaghebbend ambt, in overleg met respectievelijk de commissaris-generaal van de federale politie aangewezen bij toepassing van hoofdstuk I van het koninklijk besluit of de korpschef van het betrokken korps van de gemeentepolitie.

De toewijzing van de betrekkingen bedoeld in het eerste lid waarborgt, in de mate van het mogelijke en in functie van de opdrachten toevertrouwd aan de algemene inspectie, een proportionele verdeling van betrekkingen tussen de personen bedoeld in artikel 91 alsook de vroegere leden van de gerechtelijke politie, de gemeentepolitie of de rijkswacht.



**Art. 84.** Les sélections pour les désignations visées aux articles 83 et 87 ont lieu durant une période de six mois, débutant le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, et sont effectuées sur base du dossier personnel des membres du personnel concernés, à l'exclusion des évaluations établies après le 21 avril 2000.

**Art. 85.** L'inspecteur général soumet la liste des membres du personnel désignés, visés à l'article 83, à l'approbation conjointe des Ministres de l'Intérieur et de la Justice. La présentation des officiers Nous est faite.

**Art. 86.** Lorsque la fonction d'autorité attribuée, visée à l'article 83, est une fonction à mandat ou le deviendrait par l'application du statut visé à l'article 121 de la loi, cette attribution vaut pour une durée minimale de trois ans et maximale de cinq ans et perdure jusqu'à l'attribution de l'emploi qui sera effectuée sur base de la procédure d'attribution du mandat par application du statut visé à l'article 121 de la loi.

A l'issue de la désignation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'intéressé est réaffecté conformément aux règles déterminées par le statut visé à l'article 121 de la loi.

**Art. 87.** Par dérogation aux articles 44, 1°, 45, 47, 2°, 3° et 6°, 48 à 52 inclus, 55 dans la mesure des dérogations qui précèdent et 56, l'inspecteur général désigne parmi les membres du personnel, visés à l'article 83, de la police fédérale ou qui passent à un corps de police locale, pour autant qu'ils y consentent, certains membres du personnel pour les autres emplois au sein de l'inspection générale que ceux visés à l'article 81, 1°.

Les désignations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> s'effectuent de concert avec le commissaire général ou avec le chef de corps du corps de police communale concerné, visés à l'article 83.

**Art. 88.** L'inspecteur général soumet la liste des membres du personnel désignés, visés à l'article 87, à l'approbation conjointe des Ministres de l'Intérieur et de la Justice.

**Art. 89.** A partir du jour de l'approbation conjointe visée aux articles 85 et 88, les membres du personnel qui y sont visés, sont censés être désignés conformément aux articles 59 à 65 inclus.

**Art. 90.** La date de l'approbation conjointe visée aux articles 85 et 88 est, pour les membres du personnel désignés qui y sont visés, prise en considération pour la détermination des délais de priorité visés aux articles 73 et 74.

**Art. 91.** Pour l'application des articles 83 et 87, sont réputées satisfaire aux conditions d'admission générales et spécifiques, les personnes qui :

1° au 31 décembre 2000 faisaient partie de l'inspection générale de la gendarmerie, de même que les personnes visées à l'article 5, 2° et 3°, de l'arrêté royal du 30 mars 1995 portant création de l'inspection générale de la police judiciaire près les parquets;

2° en exécution de la circulaire POL 48 relative à l'organisation d'un service de "Contrôle interne" auprès des corps de la police communale, sont membres de ce service ou qui, au sein de leurs corps de police communale, sont désignés expressément pour l'exercice de la fonction de "Contrôle interne";

3° depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, sont mises à la disposition de l'inspecteur général.

### CHAPITRE III. - Dispositions finales

**Art. 92.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 93.** Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 juillet 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

**Art. 84.** De selecties voor de in de artikelen 83 en 87 bedoelde aanwijzingen vinden plaats gedurende een periode van zes maanden, die ingaat vanaf de datum van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* en geschieden op grond van het persoonlijk dossier van de betrokken personeelsleden, met uitzondering van de evaluaties uitgebracht na 21 april 2000.

**Art. 85.** De inspecteur-generaal legt de lijst van de aangewezen personeelsleden, bedoeld in artikel 83, ter gezamenlijke goedkeuring voor aan de Minister van Binnenlandse Zaken en aan de Minister van Justitie. Voor de officieren geschiedt de voordracht aan Ons.

**Art. 86.** Als het toegewezen gezaghebbend ambt bedoeld in artikel 83, een mandaatbetrekking is of zou worden bij toepassing van het statuut bedoeld in artikel 121 van de wet, dan geldt die aanwijzing voor een periode van ten minste drie en ten hoogste vijf jaar en tot de toewijzing van de betrekking die zal geschieden op grond van de toewijzingsprocedure voor het mandaat bij toepassing van het statuut bedoeld in artikel 121 van de wet.

Bij de in het eerste lid bedoelde beëindiging van de aanwijzing, wordt de betrokkene herplaatst overeenkomstig de regels bepaald in het statuut bedoeld in artikel 121 van de wet.

**Art. 87.** In afwijking van de artikelen 44, 1°, 45, 47, 2°, 3° en 6°, 48 tot en met 52, 55 in de mate van de voorgaande afwijkingen en 56, wijst de inspecteur-generaal onder de in artikel 83, bedoelde personeelsleden van de federale politie of die overgaan naar een corps van de lokale politie, bepaalde personeelsleden, voor zover die daarmee instemmen, aan voor de andere betrekkingen in de algemene inspectie dan die bedoeld in artikel 81, 1°.

De aanwijzingen bedoeld in het eerste lid gebeuren in overleg met respectievelijk de in artikel 83 bedoelde commissaris-generaal of korpschef van het betrokken corps van de gemeentepolitie.

**Art. 88.** De inspecteur-generaal legt de lijst van de aangewezen personeelsleden, bedoeld in artikel 87, ter gezamenlijke goedkeuring voor aan de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie.

**Art. 89.** De in artikelen 85 en 88 bedoelde aangewezen personeelsleden worden vanaf de dag van de in die artikelen bedoelde gezamenlijke goedkeuring, geacht aangewezen te zijn overeenkomstig de artikelen 59 tot en met 65.

**Art. 90.** Voor het bepalen van de in de artikelen 73 en 74 bedoelde termijnen van voorrang met betrekking tot de in de artikelen 85 en 88 bedoelde aangewezen personeelsleden, wordt uitgegaan van de datum van de in dezelfde artikelen bedoelde gezamenlijke goedkeuring.

**Art. 91.** Worden, voor de toepassing van de artikelen 83 en 87, geacht te voldoen aan de algemene en specifieke toelatingsvoorwaarden, de personen die :

1° op 31 december 2000 deel uitmaakten van de algemene inspectie van de rijkswacht evenals de personen bedoeld in artikel 5, 2° en 3°, van het koninklijk besluit van 30 maart 1995 tot oprichting van een algemene inspectie van de gerechtelijke politie bij de parketten;

2° in uitvoering van de omzendbrief POL 48 betreffende de inrichting van een dienst "Intern Toezicht" bij de korpsen van de gemeentepolitie, leden ervan zijn of die, binnen hun corps van gemeentepolitie, uitdrukkelijk worden aangewezen voor het vervullen van de functie "Intern Toezicht";

3° sinds 1 januari 2001 ter beschikking van de inspecteur-generaal zijn gesteld.

### HOOFDSTUK III. - Slotbepalingen

**Art. 92.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 93.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 juli 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN



Annexe à l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif au fonctionnement et au personnel de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale

Bijlage bij het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de werking en het personeel van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie

## L'INSPECTION GENERALE

## ALGEMENE INSPECTIE

## LE CADRE ORGANIQUE

## PERSONEELSFORMATIE

A) Service général		A) Algemene Dienst	
Commissaire divisionnaire de police	3	Hoofdcommissaris van politie	3
Inspecteur principal de police	1	Hoofdinspecteur van politie	1
Inspecteur de police	2	Inspecteur van politie	2
B) Service de l'Inspection		B) Dienst inspectie	
1) Fonctionnaires de police		1) Politieambtenaren	
Commissaire divisionnaire de police	8	Hoofdcommissaris van politie	8
Commissaire de police	9	Commissaris van politie	9
Inspecteur principal de police	11	Hoofdinspecteur van politie	11
Inspecteur de police	1	Inspecteur van politie	1
2) Personnel statutaire non fonctionnaire de police		2) Statutair personeel niet-politieambtenaar	
Niveau A	1	Niveau A	1
C) Service des Enquêtes individuelles		C) Dienst individuele onderzoeken	
Commissaire divisionnaire de police	5	Hoofdcommissaris van politie	5
Commissaire de police	5	Commissaris van politie	5
Inspecteur principal de police	15	Hoofdinspecteur van politie	15
Inspecteur de police	1	Inspecteur van politie	1
D) Service des Statuts		D) Dienst statuten	
1) Fonctionnaires de police		1) Politieambtenaren	
Commissaire divisionnaire de police	4	Hoofdcommissaris van politie	4
Commissaire de police	8	Commissaris van politie	8
Inspecteur de police	1	Inspecteur van politie	1
2) Personnel statutaire non fonctionnaire de police		2) Statutair personeel niet-politieambtenaar	
Niveau A	1	Niveau A	1
E) Secrétariat		E) Secretariaat	
1) Fonctionnaires de police		1) Politieambtenaren	
Inspecteur principal de police	2	Hoofdinspecteur van politie	2
2) Personnel statutaire non fonctionnaire de police		2) Statutair personeel niet-politieambtenaar	
Niveau A Informaticien	1	Niveau A Informaticus	1
Niveau A	2	Niveau A	2
Niveau B comptable	1	Niveau B Boekhouder	1
Niveau C Employé	3	Niveau C Bediende	3
TOTAL :	85	TOTAAL :	85

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 juillet 2001 relatif au fonctionnement et au personnel de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 20 juli 2001 betreffende de werking en het personeel van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie.

ALBERT

ALBERT

Par le Roi :

Van Koningswege :

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN